



**Numéro spécial
Palestine Info**
Mai 2017

Gaza ?

Gaza !

Editorial



*Le blocus israélien réduit de manière importante l'accès à la mer. Epave de bateau dans le port de Gaza.
Photo : Martina Guggenbühl*

Aujourd'hui, il ne tombe pas de bombes sur Gaza. Encore que ... Il n'empêche que les médias israéliens annoncent un prochain conflit armé comme étant inévitable. Mais même en l'absence d'une guerre ouverte, la situation actuelle dans la bande de Gaza est effroyable.

Lorsque nous interrogeons des personnes d'ici à ce sujet il se dégage également un tableau de conflits, d'emprisonnements, de guerre, de maisons démolies, de deuils, d'enfermement, de destructions, de pénurie d'eau, d'enfants portant des armes, d'injustices. Tout cela encore alourdi par un manque d'informations, un sentiment de culpabilité et l'impuissance à évaluer la situation dans sa complexité et à se représenter la vie sur place.

Depuis dix ans, la bande de Gaza est verrouillée. Pendant cette période, elle a été attaquée à trois reprises par Israël dans le cadre d'une politique où chaque étape est savamment orchestrée. La situation, bien documentée par des observateurs internationaux, est décrite unanimement comme étant catastrophique. Deux millions d'êtres humains vivent dans ce terri-

toire; des personnes dont les droits ne sont plus guère pris en compte et encore moins défendus avec quelque efficacité. Ce sont ces personnes que nous voulons mettre au centre de ce numéro spécial, pour réagir contre la lassitude et l'indifférence à l'égard de cette catastrophe humanitaire qui se déroule sous nos yeux.

Nous voudrions inciter les lecteurs à se reconnaître dans ces personnes qui, comme nous tous, ont besoin de formation, de culture, de santé, d'une bonne alimentation, de sécurité, de protection et qui n'acceptent pas qu'on leur impose ce qu'elles doivent penser. Des personnes qui aspirent tout simplement à une vie normale, mais qui perdent de plus en plus l'espoir d'y parvenir.

En tant qu'unité géographique et politique, la bande de Gaza est le produit d'une intervention coloniale et d'une épuration ethnique. Beaucoup d'observateurs estiment que la situation que subit cette région du point de vue économique, social et culturel est annonciatrice du sort qu'attend l'ensemble de la population palestinienne, à savoir son anéantissement en tant que société indépendante. Pour ne

pas rester dans le rôle de spectateur passif face à ce processus, il faut rappeler les exigences les plus urgentes : levée immédiate du blocus, fin de l'occupation, fin de la discrimination de la population palestinienne en Israël, droit au retour des réfugié·e·s. C'est pour soutenir ces revendications que la société civile palestinienne appelle au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël. Pour nous aussi cette démarche constitue le moyen le plus efficace pour surmonter la domination israélienne (www.bds-info.ch).

En 2017/18 auront lieu plusieurs anniversaires importants concernant la région : le centenaire de la Déclaration Balfour (par laquelle la Grande-Bretagne a promis la Palestine au mouvement sioniste en tant que foyer juif) ; les 70 ans de la nakba, cette expulsion des quatre cinquièmes de la population palestinienne à l'occasion de la création de l'État d'Israël ; les 50 ans d'occupation de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est, de la bande de Gaza et du Golan ; les 10 ans du blocus aggravé de la bande de Gaza. A partir du mois de mai, différentes manifestations se dérouleront en Suisse pour rappeler ces événements, vous y êtes cordialement invités.

Nous aimerions contribuer à une meilleure compréhension de la situation et proposer des approches sur ce qui permettrait à la population de Gaza d'accéder à une vie indépendante. Y réussissons-nous ? Nous l'espérons et serions heureux d'accueillir vos réactions (info@palaestina-info.ch), sans oublier bien sûr un soutien financier qui nous permettra de poursuivre notre travail.

La rédaction

Impressum:

Info-Palestine avril 2017

Numéro spécial Gaza, Tirage : 1200

Éditeur : Palästina Solidarität,
BP 4070, 4002 BÂLE

Mise en page : Georg Iliev

Traductions : Roland Hoën, Feyrouz Ounaies, Brigitte Reins, Carol Rodocanachi, Adriana Solari-Ponti, Karin Vogt et autres

**Nous vous remercions pour votre don,
qui soutient notre travail politique.
IBAN CH31 0900 0000 4075 6856 2**

Notre refus de mourir

Haidar Eid

Cet article ne prétend pas représenter une analyse politique « raisonnable » des guerres massives israéliennes contre Gaza (2014/2012/2009). Il s'agit plutôt d'un essai sur le rôle de la violence permanente et de l'épuration ethnique dans l'occupation israélienne des terres palestiniennes, de sa constante politique de colonisation et de racisme institutionnel. La guerre de 2014 était un écho de la guerre de 2012, cette dernière un écho de la guerre de 2009 et avant elle de la guerre de 2008 et encore avant de celles de 1967, 1956 et 1948. Ces guerres, ainsi que le siège médiéval et mortel actuel, sont donc un écho de la Nakba de 1948, de la Naksa de 1967 et de Sabra et Chatila en 1983.*

Où commencer et où terminer si nous voulons présenter une analyse « neutre » des images dramatiques des explosions « chirurgicales » massives des cinq immeubles résidentiels à plusieurs étages (dont deux de 13 étages) situés dans des quartiers densément peuplés de la ville de Gaza et de Rafah ? D'une manière révélatrice, un journaliste occidental qui m'interviewait sur ces crimes de guerre avait dit : « Mais Israël dit que ces immeubles étaient utilisés comme sièges du Khamas [sic] ? » Ce à quoi je répondis : « Israël aurait pu dire que ces immeubles abritaient la dépouille d'Hitler et que des têtes nucléaires étaient cachées là, et vous me poseriez pourtant la même question en vous attendant à ce que je réponde à cette question « neutre » ! » Il n'a jamais traversé



*Un jeune homme se fait photographier dans les ruines de la mosquée el-Soussi. © Eduardo Soterras Jalil, 2014
Eduardo Soterras Jalil est photographe documentaire, <http://eduardosoterras.com/>*

l'esprit de ce journaliste que cette destruction de maisons de dizaine de familles était injustifiée, indépendamment de ce qui se trouvait sous ces immeubles – d'ailleurs il n'y avait eu aucune preuve concernant ces allégations.

Prenez par exemple les images d'enfants blessés et ensanglantés durant ces attaques. Malgré les tentatives d'Israël de nous convaincre que c'étaient des militants et non pas ces enfants, qui étaient ciblés, comment accepter un tel raisonnement alors qu'Israël bombarde des quartiers résidentiels où habitent des fa-

milles ? Et ces mêmes « militants » visés aujourd'hui étaient peut-être les enfants âgés de cinq ans en 1967, ou les enfants de la première intifada de 1987, ou peut-être ceux de la seconde intifada de 2000. Il s'agit donc d'enfants de Palestine qu'Israël vise car nous sommes tous des enfants de Palestine, indépendamment de notre âge. Et la machine de guerre israélienne nous cible depuis 69 longues années avec une brutalité croissante et une cruauté de chaque minute et avec chaque nouvelle découverte technologique qui améliore sa capacité à tuer et mutiler avec le terrible raffinement de la machine de guerre du 21^{ème} siècle.

La machine à tuer israélienne est frustrée par notre refus de mourir, d'être ethniquement épurés comme les indigènes du continent américain et les aborigènes d'Australie, tous deux condamnés. Les dirigeants israéliens donnent libre cours à leur colère car nous les « obligeons » à nous tuer, car à cause de nous ils/

* Naksa signifie « petit Nakba », c'est-à-dire « petite catastrophe ». Nakba fait référence à l'expulsion des Palestiniens en 1948/49, Naksa à la guerre des Six Jours de 1967 avec les expulsions renouvelées et le début de l'occupation. 1982 des milices chrétiennes libanaises assassinèrent sous les yeux des forces d'invasion israéliennes des centaines de civils dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, dans le sud de Beyrouth. Peu avant, les combattants de l'OLP s'étaient retirés en raison d'un accord négocié par l'États-Unis.

elles apparaissent comme méchants, car nous réduisons à néant leur narratif de victimes. La machine de guerre israélienne ne serait pas en mesure de faire leur travail sans le soutien des États-Unis et des Nations Unies impuissantes. S'il y'a une chose que les Palestinien·e·s opprimé·e·s détestent, outre le racisme et la colère sioniste, c'est la complicité de l'Europe et de l'Amérique du nord, cette même complicité qui leur a fait considérer Nelson Mandela comme le terroriste en chef du 20ème siècle !

Lors de la dernière guerre menée par Israël, plus de 2200 Palestinien·ne·s ont été tué·e·s, dont 577 enfants, 260 femmes et 101 personnes âgées. Plus de 11 000 Palestinien·ne·s ont été blessé·e·s, beau-

mement, Israël a l'intention de nous massacrer. La quatrième armée la plus puissante au monde dispose déjà de la technologie et de l'appareil de guerre sophistiqué dont elle a besoin pour mener à bien ce massacre, nos craintes d'être tous et toutes tué·e·s n'est donc pas infondée.

Durant ces journées sombres et ces nuits douloureuses, le soutien de la société civile dans le monde a été une immense source d'encouragement. Les voix de ceux et celles en dehors des centres de pouvoir ont clairement et puissamment démontré qu'ils et elles sont à nos côtés. Le soutien des pays du Sud est signe de leur expérience du racisme, du colonialisme et de la dépossession. Notre occupation est aussi leur

vestissement et sanctions se développent de jour en jour. La société civile a crié son rejet de l'apartheid israélien dans les rues des capitales mondiales. Ce cri doit continuer à retentir et à pénétrer plus profondément dans les églises, les mosquées, les temples, les syndicats, les universités et les écoles. On doit l'entendre dans les supermarchés et il doit se traduire par le boycott des compagnies qui vendent des produits israéliens. Il doit se faire entendre de manière encore plus forte dans les parlements et sur les terrains de sports, pour isoler l'apartheid israélien. Ces cris doivent noyer les mots et actions de l'apartheid israélien et permettre aux Palestinien·ne·s de respirer, de parler, d'écrire, et de vivre !



Nour en chaise roulante, avec ses frères et sœurs, en route vers la maison. M.a.d.

coup se sont retrouvé·e·s avec une invalidité permanente, de sérieux handicaps ou blessures. Combien de guerres, de morts et de blessé·e·s, combien de maisons et immeubles détruits faudra-t-il encore avant que l'occupation, le colonialisme et l'apartheid israélien ne cessent ! Le sentiment dominant ici à Gaza est que si le monde n'intervient pas fer-

histoire. Les gouvernements ne vont pas agir tant que leurs citoyen·ne·s n'exigeront pas une action de leur part, et nos frères et sœurs autour du globe ont exprimé clairement et puissamment leurs revendications. Ce type d'activisme citoyen a été efficace dans d'autres pays et le sera pour nous également.

Le mouvement de boycott, désin-

Haidar Eid est écrivain et professeur de littérature postcoloniale à l'université Al-Aqsa à Gaza, après avoir enseigné dans plusieurs universités à l'étranger. Vétéran dans le mouvement des droits nationaux palestiniens, c'est un commentateur politique indépendant, auteur de nombreux articles sur la situation en Palestine.

Survivre, cela veut aussi dire vivre

Coup d'œil sur des conditions de vie impressionnantes

Introduction et présentation par Jenny Bolliger

Les habitant·e·s de la bande de Gaza vivent au quotidien des menaces et des privations. Mais ils et elles vivent – et aspirent à une certaine normalité. Ils ont trouvé des stratégies diverses pour contourner les expériences traumatisantes des dernières années et de l'occupation qui continue. Quelques-unes de ces personnes s'expriment ici. Elles nous parlent de leur quotidien et de leurs rêves.

Création artistique

Ismail Dawoud est professeur de musique et directeur du chœur au conservatoire Edward-Saïd à Gaza. Il y enseigne l'Oud, l'instrument traditionnel des Palestiniens·e·s. « Si nous pouvions nous déplacer librement, je réunirais les enfants et les adolescents palestiniens de toutes les régions et je les rapprocherais les uns des autres à l'aide de chansons arabes. Les autorités israéliennes ne m'ont permis qu'à deux reprises de voyager dans le cadre de mon travail : une fois pour accompagner des étudiant·e·s à un workshop en Cisjordanie, et une autre fois pour participer moi-même à une formation continue pour directeurs de chœur. Je désire ardemment la réunification de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem, pour pouvoir ensuite voyager du Sud au Nord sans restrictions ni conditions. J'attends avec espoir le moment où nous serons débarrassés de l'occupation, des injustices, des guerres et des destructions. »

Tiré de: « *Palestinian civil society in its own words on the impact of the separation policy and the potential should the policy be reversed* », édité par Gisha, 2016

Gisha est une organisation israélienne pour les droits humains, qui milite pour la liberté de mouvement de la population palestinienne. Cet extrait a été publié et traduit grâce

à l'autorisation de Gisha. Gisha n'est pas responsable de tout autre contenu de cette publication.

L'art prend une autre dimension dans le contexte de Gaza. S'exprimer, traiter le traumatisme de l'injustice, ou au moins le nommer, devient une nécessité pour survivre. Aux yeux de beaucoup d'artistes, le processus de création apporte une certaine normalité. Se considérer comme artiste libère l'esprit et contribue à ne pas se voir uniquement dans le rôle de victime. Le projet de livre « Gaza Writes Back », lancé par Refaat Alareer, est un des nombreux projets créatifs. Dans ce livre, qui a été traduit dans plusieurs langues, des courtes histoires d'étudiant·e·s ont été publiées.

« *Gaza writes back* rend la tragédie palestinienne plus humaine, elle la rend universellement compréhensible. Le projet donne une voix aux sans-voix, leur donne un visage et un nom et offre une alternative aux récits déformés publiés en Israël. En tant que militant·e·s du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) nous espérons isoler Israël et nous nous battons pour des droits égaux pour tous et toutes. Mais nous écrivons aussi contre les barrières qui existent dans notre propre société. Nous nous libérons d'une conscience de classe élitiste, ainsi que du clivage social. »

Refaat Alareer, éditeur de *Gaza writes back*
<http://justworldbooks.com/books-by-title/gaza-writes-back/>



Les débris résultant des bombardements sont utilisés pour la jetée. Photo : Intimaa Soudi

« Je m'appelle Bader Salem, j'ai 18 ans et j'étudie la littérature anglaise à l'université Al-Azhar à Gaza – une des dix universités et Hautes Écoles auxquelles j'ai accès. A part cela, je rêve et j'écris. Toujours et abondamment. Pour ne pas perdre espoir. Pour ne pas devenir fou. Comme thérapie. Pour fuir la réalité, les blessures. Je ne renoncerai jamais, je continue à rêver et j'espère publier un jour mes nouvelles et devenir célèbre par delà les frontières en tant que poète très productif.

(Voir le poème « Arab world » de Bader Salem à la p. 27.)

Une situation insoutenable

Hanspeter Gysin

La bande de Gaza est soumise à un bouclage total : un ghetto privé de toute perspective de développement et incapable de subvenir aux besoins de sa population, en raison du blocage par l'armée israélienne et de la collaboration de la dictature militaire égyptienne. Vivre à Gaza, c'est subir une souffrance psychique dramatique, sans perspective aucune.

La bande de Gaza comprend un territoire de 360 km². Environ 60 km² de cette superficie ne sont pas accessibles car occupés par les barrières de sécurité israéliennes. Ces barrières frontalières incluent également un couloir de la mort et une zone dite à risques. Autres terrains quasi inutilisables, les sols en partie contaminés occupés jusqu'en 2005 par les implantations juives et leurs zones industrielles¹. Le couloir de la mort, qualifié de zone de sécurité par l'armée israélienne, est équipé de systèmes de surveillance électronique, de vidéosurveillance, de caméras infrarouges, de détecteurs à ultrason et de capteurs électromagnétiques et sismiques installés sur les murs, clôtures et tours de guet. L'armée israélienne est habilitée à ouvrir le feu sur toute personne repérée.

Quoique moins rigoureusement surveillée, la zone à risques a elle aussi coûté la vie à de nombreuses personnes ces dernières années. Les agriculteurs n'osent plus travailler leurs champs à proximité de ces installations, ou alors ils le font au péril de leur vie². Or c'est justement en bordure de cette frontière que se trouvent les terres les plus fertiles³. Sur les images satellite de Google Map, on reconnaît aisément l'exploitation agricole intensive pratiquée sur les champs situés du côté israélien, à proximité immédiate de la barrière. C'est de là que proviennent les pommes de terre nouvelles vendues dans nos supermarchés au printemps, ou les cacahuètes appréciées en hiver.

En dehors de cette zone frontalière, la bande de Gaza est consti-

tuée de dunes de sable, accumulées par les flots de la Méditerranée sur des milliers d'années. Les 300 km² restants abritent aujourd'hui 1,8 à 2 millions de personnes. Sur un si petit territoire, les localités de Gaza, Rafah, Khan Younis, Beit Hanoun, Beit Lahya, Deir al-Balah et les huit camps de réfugié·e·s forment de fait une seule ville, mais privée de l'arrière-pays nécessaire à une alimentation suffisante et à un développement économique.

À quoi correspondraient 300 km² en Suisse ? Le canton de Schaffhouse a une superficie similaire (299 km²) et compte 76 000 habitant·e·s, sa densité de population est donc de 254 habitant·e·s par km². Or Gaza abrite environ 5000 personnes par km² ! On peut donc légitimement considérer Gaza comme une prison à ciel ouvert.

L'infrastructure

Les interventions militaires israéliennes de ces dernières années, avec leurs bombes, missiles et grenades

- 1 C'est ce que constate une vaste étude menée par le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE/UNEP, ISBN 92-807-2697-8). Les implantations juives de la bande de Gaza ont été systématiquement saccagées par Israël lors de leur évacuation : habitations détruites ; serres rendues inutilisables, avec leurs systèmes performants d'irrigation, de fertilisation et de chauffage ; installations industrielles démontées ; et déchets en partie toxiques abandonnés sur place. Autre problème, l'amiante et les autres matériaux de construction de la classe des déchets spéciaux laissés sur place, qui ne peuvent pas être éliminés dans la bande de Gaza. Le rapport du PNUE indique que « selon les déclarations du gouvernement israélien », plus de 400 tonnes de déchets contenant de l'amiante auraient été évacués, comme le demandait l'organisation onusienne.
- 2 L'ONG israélienne B'tselem (www.btselem.org) présente de nombreux documents prouvant que l'armée ouvre le feu sur la population civile dans cette « zone d'exclusion ».
- 3 Cette zone tampon englobe 48 à 55% des terres arables de la bande de Gaza (cf. Sara Roy, *The Gaza Strip*, 2016, préface).



Un château d'eau touché par les bombardements.



Ruines de bâtiments à Beit Hanoun après l'offensive israélienne « Protective Edge », octobre 2014. Photo : Martina Guggenbühl

d'artillerie, ont systématiquement anéanti les infrastructures. La destruction totale ou partielle frappe notamment la seule centrale électrique de la bande de Gaza, des systèmes de distribution d'eau, des entrepôts alimentaires, des écoles et des hôpitaux, occasionnant des dégâts qui se chiffrent en milliards. Gaza est quasi entièrement dépendante des rations d'énergie, d'eau et d'aliments en provenance d'Israël. Les institutions des Nations Unies font office d'intermédiaire et négocient ces rations entre les deux parties. Israël, force d'occupation, fait valoir son monopole et facture ces biens à des prix excessifs. Les six captages d'eau souterraine de Gaza sont soit épuisés du fait de la surexploitation, soit contaminés par l'eau salée qui y pénètre depuis la mer⁴. Le Wadi Gaza, le seul cours d'eau de la région, traverse normalement la bande de Gaza par voie souterraine. Mais ses eaux sont utilisées, et polluées, du côté israélien : cette petite rivière doit absorber de grandes quantités d'eaux usées en provenance des implanta-

tions et des exploitations agricoles juives des environs. En cas de fortes pluies en hiver (comme c'était le cas en 2016/17), le Wadi Gaza refait surface et ses eaux polluées inondent les zones habitées de Gaza. Or la bande de Gaza n'est pas en mesure de traiter ces eaux, qui aboutissent finalement dans la mer, car les installations nécessaires sont soit inexistantes, soit endommagées. Cette situation provoque inévitablement des problèmes de santé, tout en nuisant à la pêche côtière.

Privée d'arrière-pays, la région étouffe sous les déchets impossibles à évacuer. En effet, les destructions des dernières années ont produit plusieurs millions de tonnes de déchets, qui menacent la santé des habitant·e·s car dans le contexte actuel, il n'est pas possible de construire un système qui évacue ces déchets de manière hygiénique et efficace. À ce problème sanitaire s'ajoute la pollution de diverses zones par les munitions israéliennes à l'uranium, les résidus de bombes au phosphore, les composés chlorés cancérigènes

issus des bombes et les dioxines et autres substances toxiques dont la population ne peut pas se protéger.

Comme le courant électrique est limité et fait souvent défaut, et que Gaza tente désespérément de faire fonctionner au moins ses hôpitaux, l'atmosphère est chargée de gaz d'échappement issus des innombrables génératrices à essence. Le blocus qui perdure empêche l'acheminement de matériaux de reconstruction. En outre l'accord négocié par les Nations Unies pour la reconstruction consolide le contrôle de la bande de Gaza par Israël ainsi que sa politique de blocage⁵.

- 4 La Banque mondiale, que personne ne peut soupçonner de sympathie particulière à l'égard du peuple palestinien, constate : « Ressources en eau : une situation alarmante à Gaza » (cf bit.ly/2fEYfvT). Et même au Sénat des États-Unis, deux membres du parti démocrate, Jim McDermott et Kate Gould, qualifient la crise de l'eau à Gaza de bombe à retardement (cf. time.com/4301139/gaza-water-crisis/).
- 5 Lire la critique de ce qui est appelé le mécanisme de reconstruction de Gaza : UN database for Gaza aid may give Israel targets to attack – secret memo, Electronic Intifada, bit.ly/1OkbTz.

La situation de l'approvisionnement

Les bombardements ciblés de l'armée israélienne ont détruit les infrastructures, mais aussi les élevages de volaille et les troupeaux de moutons. La brève existence des tunnels d'approvisionnement à la frontière avec l'Égypte s'est terminée par l'intervention de la dictature militaire égyptienne, largement dépendante des États-Unis⁶, en accord avec Israël. La source d'alimentation qu'était la pêche s'effondre, en raison de la surpêche dans la zone réduite accessible, mais aussi des canonnières israéliennes qui ouvrent le feu sur les bateaux de pêche, même à proximité immédiate de la côte de Gaza. Les prix des denrées alimentaires, en particulier de la viande, ont donc massivement augmenté. À Gaza près de deux tiers du revenu des ménages passent à l'achat de la nourriture quotidienne. S'y ajoute le problème de la conservation des aliments, étant donné qu'il n'est quasi pas possible de réfrigérer les produits, du fait d'une distribution déficiente du courant électrique.

Un autre aspect de la situation en termes d'approvisionnement est le départ des individus qui trouvent une possibilité de quitter la bande de Gaza. Il s'agit en particulier des personnes les mieux formées, comme le personnel enseignant ou scientifique, qui fait ensuite défaut aux

écoles et aux universités, ce qui mine le secteur de la formation.

Les autorités israéliennes font preuve d'un cynisme particulier en instaurant une limite d'environ 2300 kilocalories par jour pour les apports alimentaires de la population de Gaza. Elles maintiennent ainsi une situation de sous-alimentation, visant à l'évidence à créer des rivalités autour de l'accès à la nourriture. Les livraisons de denrées alimentaires se limitent donc à un niveau qu'un conseiller du gouvernement israélien qualifie de « régime d'amaigrissement »⁷. Les conséquences de cette politique sont notamment des états d'anémie et de faiblesse, une plus grande vulnérabilité aux maladies et des blocages scolaires chez les enfants.

Une surveillance totale

Tandis que d'autres populations urbaines soumises à l'horreur de la guerre sont en mesure de prendre la fuite, les habitant·e·s de Gaza ne connaissent aucune possibilité de fuir ou de se réfugier dans des abris sûrs. Israël dispose en revanche d'une cartographie détaillée de la bande de Gaza, basée sur des satellites et des drones, d'une précision inférieure à un mètre⁸. Chaque maison, chaque arrière-cour, est saisie par ce système de surveillance totale. La reconnaissance de détail est menée par des indicateurs payés et recrutés notamment dans les prisons israéliennes. La menace généralisée est donc omniprésente, en particulier quand les drones d'observation tournoient dans le ciel.

La brutalité des attaques mortelles récurrentes par Israël contre cette population captive est inouïe, et la souffrance psychique infligée aux habitant·e·s inconcevable. Les enfants, en particulier, souffrent de traumatismes, d'états de stress post-traumatique, d'états anxieux et de dépressions. Les troubles psychosomatiques comme les convulsions, la tachycardie et les douleurs chroniques sont fréquents parmi la population, tout comme les problèmes relationnels, l'apathie, les troubles du comportement alimentaire, l'agressivité voire les psychoses. Les conséquences de ces symptômes sont d'autant plus graves pour les

enfants, qui assistent au désarroi et à la détresse de leurs parents. L'impact désastreux des raids israéliens et du blocus militaire fait de Gaza une prison à ciel ouvert et y rend la vie insoutenable.

La responsabilité

Les attaques commises ces dernières décennies par la machine militaire israélienne ont détruit des centaines de millions de dollars en bâtiments, entrepôts alimentaires et biens d'équipement. Israël est ainsi responsable de la situation catastrophique et de l'état psychique des habitant·e·s de Gaza. Or on constate que les gouvernements et les organismes des Nations Unies qui ont financé ces équipements (parmi eux le gouvernement suisse) ne sont pas nombreux à protester contre ces destructions. Aucun d'entre eux n'a jamais demandé un remboursement à Israël. Autre problème, les biens destinés aux Territoires occupés – aliments, eau, énergie (pétrole, essence, gaz ou électricité) – sont lourdement taxés à l'entrée en Israël et soumis à toute une palette de redevances (d'entrepôt, de transport, d'enregistrement, de contrôle, etc.). Les fonds mis à disposition par les œuvres d'entraide n'aboutissent donc que partiellement aux populations qui souffrent⁹. Pourtant la question de sanctions éventuelles contre Israël n'est même pas abordée. Non seulement Israël est dispensé d'assumer la responsabilité qui lui incombe en vertu du droit international, c'est-à-dire de subvenir aux besoins des populations des territoires occupés. Mais en outre l'État israélien retire un profit financier de l'aide d'urgence fournie à l'échelle internationale au peuple palestinien. La dite communauté internationale contribue ainsi, sciemment ou non, au financement de l'occupation, et porte donc une part de responsabilité.

6 La dictature militaire égyptienne obtient environ 1,5 milliard de dollars par année en aide militaire et économique de la part des États-Unis (la moitié du montant accordé à Israël). Sans cette aide, il serait quasi impossible de juguler la révolte d'une population souffrant de la pauvreté. Par ailleurs l'Égypte a recommencé à fournir du gaz naturel à Israël.

7 Cf. Jonathan Cook, *Israel's starvation diet for Gaza*, Electronic Intifada, octobre 2012 (bit.ly/22yA3oB). Les besoins en kilocalories sont généralement estimés à 3200 pour un homme ayant une activité physique réduite, et à 2800 pour une femme ayant une activité physique réduite. En cas d'activité physique plus poussée, les besoins augmentent d'environ 300 à 400 kilocalories. Dans les pays occidentaux industrialisés, les apports en kilocalories correspondent en moyenne à 4000 par jour.

8 Les satellites de reconnaissance israéliens s'appellent Ofek-1 à -7. Relevons qu'Ofek-6 s'est écrasé lors de son lancement en 2004.

9 Gisha, *Quotes by Israeli security and political figures about the connection between reconstruction in Gaza and Israel's interests* (bit.ly/2lx7GgF)

An-Nakba (la catastrophe) : Gaza se transforme en camp de réfugiés

Peter Haenger

C'est en novembre 1947 qu'a commencé la guerre au cours de laquelle les forces sionistes ont expulsé systématiquement 800 000 Palestiniens arabes de leurs terres. Un grand nombre des personnes expulsées ont trouvé refuge dans la ville de Gaza et dans la petite bande côtière située au sud de l'agglomération.

Vers la fin du mandat britannique, le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU adopta une proposition de partage de la Palestine (résolution 181)¹ prévoyant d'attribuer près de 60 % du territoire – dont les zones les plus fertiles situées dans la plaine côtière et près du lac de Tibériade ainsi que le désert du Néguev – à la population juive qui ne représentait qu'un tiers de l'ensemble des habitants. Les Palestiniens auraient constitué près de la moitié de la population de ce futur « État juif ».

Aucun dirigeant palestinien ou arabe ne pouvait accepter ce plan de partage. Les hostilités commencèrent donc entre les deux communautés dès le 30 novembre, marquant pour la société palestinienne le début de la « Nakba », la catastrophe.

Contrairement aux affirmations du discours sioniste, la guerre qui allait suivre n'était nullement le combat d'un David juif contre un Goliath arabe. Les troupes juives étaient en fait bien supérieures aux forces arabes en termes de moral, de forma-

¹ À cette époque, en novembre 1947, les Nations Unies comptaient seulement 56 membres (aujourd'hui, ils sont 193). L'Afrique et une grande partie de l'Asie étaient encore sous la domination des puissances coloniales. A l'époque aucun État souverain du Tiers Monde – à l'exception des pays dépendants des États-Unis – ne s'est prononcé en faveur d'un partage de la Palestine le 29 novembre 1947. Le droit de l'ONU à décider de ce partage a été contesté par près de la moitié des membres de la commission spécialement constituée à cet effet.



Expulsion de Faluja en 1949 : de nombreux réfugiés se sont retrouvés dans la bande de Gaza. (bit.ly/2n4LFDq)



Le plus vieux couple de réfugié-e-s dans le camp de Djebeliya. L'homme a été expulsé de Majdal (Ashkelon), à l'âge de 12 ans, en 1948. Photo : Verena Roth

tion et d'équipement. Les sionistes avaient même l'avantage du nombre, avec 65 000 combattants sionistes sous les armes à la mi-juillet 1948, et ce nombre allait passer à plus de 96 000 en décembre 1948. Les cinq États arabes concernés, l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Transjordanie et l'Irak, n'ont pu mobiliser que 25 000 hommes à partir de mai 1948 contre cette force de frappe. Ces États qui venaient tout juste de se libérer de la domination coloniale ou qui ne s'en étaient pas encore libérés disposaient, à l'exception de la Transjordanie, de troupes peu efficaces et d'un matériel de guerre vétuste. De surcroît, les États arabes ne poursuivaient pas un objectif unique et ne coordonnaient quasiment pas leurs actions militaires. Il en allait de même des forces et milices palestiniennes, dispersées en différentes factions et qui étaient encore très affaiblies depuis leur insurrection infructueuse de la fin des années 1930.

Les conflits d'intérêts et les rivalités entre l'Égypte et la Transjordanie ont notamment eu des incidences négatives pour le camp arabe. L'émir Abdallah de Transjordanie aspirait principalement à une extension de son territoire en direction de la Cisjordanie palestinienne. Ceci fit même l'objet de pourparlers secrets entre l'émir et les sionistes. Golda Meir, alors directrice politique de l'Agence Juive, s'est rendue spécialement à Amman le 10 mai 1948 pour rappeler à Abdallah leur « amitié de longue date » et leur « compréhension mutuelle ». La Grande-Bretagne, ancienne puissance mandataire, soutenait quant à elle le souverain hachémite à Amman et était favorable à un partage de la Palestine entre Israël et la Transjordanie.

La première phase des combats, de novembre 1947 à avril 1948, était une guerre civile entre milices juives et arabes avec un caractère de guérilla. Dès cette époque, la terreur sioniste entraîna l'exode d'environ 75 000 Palestiniens des villes « mixtes » de Haïfa, Jaffa et Jérusalem. Le village de Deir Yassin, sur la route de Jérusalem, où des combattants du Lehi et de l'Irgoun tuèrent

quelque 250 hommes, femmes et enfants le 9 avril 1948, devint le symbole de la terreur sioniste.

La déclaration d'indépendance d'Israël en mai 1948 et l'intervention des États arabes voisins ont marqué le début de la deuxième phase des combats ; la Haganah, l'armée israélienne, se lança alors dans la conquête systématique de territoires, et ce « que les habitants s'y opposent ou non par la force », selon l'islamologue Gudrun Krämer.² Durant cette phase également, la terreur et le crime furent utilisés de manière ciblée pour chasser la population palestinienne. Ces vastes nettoyages ethniques n'ont pas été le seul fait des organisations terroristes sionistes Lehi, Irgoun et Stern, comme on l'affirme souvent ; la Haganah était également directement impliquée. Isaac Rabin, plus tard devenu chef d'état-major de l'armée israélienne, n'a pas caché la stratégie que poursuivaient alors les troupes sionistes : « En détruisant tout et en chassant tous les habitants [...], nous faisons en sorte qu'il n'y ait plus un seul village où les Arabes puissent revenir. »³

En mai 1948, la population de Gaza avait déjà pratiquement doublé à la suite de ces flux de réfugiés. En octobre 1948, les sionistes ouvrirent un front en Égypte dans le cadre de l'opération Yoav. L'armée égyptienne fut refoulée vers Gaza et ne parvint qu'avec peine à tenir la bande côtière. L'opération Yoav entraîna un nouveau flux de 75 000 personnes terrifiées vers le territoire autour de Gaza, défendu par les Égyptiens. Ce n'est qu'en janvier 1949 qu'un cessez-le-feu fut conclu entre Israël et l'Égypte. Les dernières manœuvres militaires poussèrent une fois de plus 33 000 réfugiés vers la bande de Gaza.

Au cours de l'hiver 1948/49, la situation devint catastrophique dans la bande côtière. Selon l'estimation du Comité International de la Croix Rouge, au moins dix enfants mourraient chaque jour de sous-alimentation et de froid. Vint s'y ajouter une épidémie de rougeole qui fit de nombreuses victimes supplémentaires parmi les enfants palestiniens. La situation ne s'améliora légèrement qu'en mars 1949, lorsque le gouvernement turc mit à disposition 2000 tentes pour abriter les réfugiés.

² Gudrun Krämer, *Geschichte Palästinas*, Munich 2002, p. 259 sq.

³ Cité d'après Walter Hollstein, *Kein Frieden um Israel*. 3e édition Berlin, 1984, p. 161

Un premier recensement démographique a montré toute l'ampleur de la catastrophe : les nettoyages ethniques avaient poussé 200 000 personnes vers la bande de Gaza, multipliant presque par trois le nombre d'habitant·e·s du territoire en l'espace d'un an. Deux réfugiés sur cinq vivant à Gaza étaient originaires de la zone de la Palestine centrale. Un grand nombre des personnes déplacées venaient des environs immédiats de la bande de Gaza où les troupes sionistes avaient démantelé 45 localités sur 56. Les villes de Gaza, Khan Yunis et Rafah avaient quant à eux irrémédiablement perdu leur périphérie au-delà des lignes de démarcation. Pour effacer les traces de l'occupation et de la tradition arabes, le gouvernement israélien rebaptisa un grand nombre de villages et de villes arabes de Palestine, dont les villes de Isdud (rebaptisée Ashdod) et Majdal (rebaptisée Ashkelon) au Sud, près de la bande de Gaza.

L'État d'Israël a par la suite refusé énergiquement le retour dans leur pays aux réfugié·e·s vivant à Gaza ou ailleurs. Et ce, bien qu'en décembre 1949, Israël ait accepté comme condition de son adhésion

à l'ONU le droit au retour des réfugié·e·s, consigné dans la résolution 194. Les réfugié·e·s originaires des environs immédiats de la bande de Gaza en particulier, qui avaient pour ainsi dire leurs anciennes terres à portée de vue, tentèrent régulièrement de retourner dans leurs villages dans les premiers temps qui suivirent la Nakba. Ils furent refoulé·e·s avec une grande brutalité par les forces armées israéliennes. Un grand nombre de réfugié·e·s perdit la vie lors de ces opérations. Lorsque les organisations palestiniennes tiraient des roquettes Kassam sur la zone frontalière de la bande de Gaza ces dernières années, c'était pour ces groupes de résistants comme si elles touchaient leurs propres terres. Là aussi, la riposte de l'armée israélienne a été impitoyable.

Ville de Gaza, district de Gaza et bande de Gaza

Vers la fin du mandat britannique, la ville de Gaza comptait environ 34 000 habitant·e·s. La population était entièrement palestinienne. Le district de Gaza à l'époque du mandat comptait en tout quelque 80 000 personnes. 75 % du pays étaient alors aux mains de la population palestinienne. Les groupes sionistes ne contrôlaient que 4 % de la zone. Les 21 % restants appartenaient à l'État. La population du district était en 1945 pour 98 % palestinienne et pour 2 % juive (Khalidi 1984 : 237, 238, 256). Il faut souligner que le territoire de la bande de Gaza actuelle a une superficie nettement plus petite que le district de Gaza à l'époque du mandat, lequel incluait également la zone entourant Al-Majdal Asqalan, par exemple. La bande de Gaza actuelle ne représente que 1 % de la Palestine historique, mais ce petit territoire compte aujourd'hui plus de Palestinien·e·s qu'il n'y en avait en 1948 dans l'ensemble de la Palestine Mandataire (Wild 2013 : 184).

Walid Khalidi, Before their Diaspora, Washington D.C. 1984

Petra Wild, Apartheid und ethnische Säuberung in Palästina, Vienne 2013

Camps de réfugiés

Données de l'UNRWA : 1,3 million de réfugié·e·s, répartis dans huit camps et en dehors, pour une population totale d'environ 1,9 million d'habitant·e·s

Nom du camp de réfugié·e·s	Année de création	Nombre initial de réfugié·e·s	Origine des réfugié·e·s	Nombre actuel de réfugié·e·s
Rafah Camp	1948	41 000		104 000
Khan Younis Camp	1948	35 000	Zone de Be'er-Sheva	72 000
Deir el-Balah Camp	1948	9000	Villages de Palestine centrale et du Sud de la Palestine	21 000
Maghazi Camp	1949		Villages de Palestine centrale et du Sud de la Palestine	30 000
Bureij Camp	années 50	13 000		40 000
Nuseirat Camp	1948	16 000	Districts du Sud de la Palestine, y compris côte et Be'er-Sheva	66 000
Jabalia Camp	1948	35 000	Villages du Sud de la Palestine	110 000
Shati (Beach) Camp	1948	23 000	Lydd, Jaffa, Be'er-Sheva et autres villes	85 000

This is #Gaza

In Gaza, we call everyone just to check if he is still alive? I've had a phone call this morning, it was completely surprising for me, it was from IDF, they were telling me through an automated call, there is a 12 hours humanitarian truce, start at 8:00 am, No one should be back to the bombed and destroyed areas, cause they will bombing it over and over, Ok, hang on, is it a real truce or a scammed truce, therefore I can't go back to see the damages of my family's cemetery, where my little daughter and father's bones strewn due to tons of explosives missiles that exterminate Alshejya, Alshejya is a neighborhood in East Gaza, located along with the borders of Israeli settlements, the IDF destroyed all the homes with the inhabitants, people were running in the streets away from death, taking schools and mosques as a shelters with no electricity no water, no medicines and absolutely not enough food.

In the 12 hours scammed truce, no one dares to pick up the remaining dead children, women and elder who are under the massive rubble for days, IDF, unfortunately, also bombed the Alshejya's emigrants shelters which was the UNRWA schools and the mosques.

Streets still the safe places now, but if you keep hiding like mice, you will be safe.

This is #Gaza

Amal Shanty



Enfants palestiniens jouant sur le toit d'une maison détruite. Al-Shabaka.org



MC Gaza, artiste hip-hop de Gaza, lors d'une représentation au French Institute à Jérusalem Est, 27.5.2013. A cause du blocus, il est de plus en plus difficile pour les Palestiniens de la bande de Gaza de se rendre en Cisjordanie ou à Jérusalem. © Anne Paq

Trying to do my best but strangely held
By a heavy feeling on my chest
Time off, staring at the moon
The end is near, it's coming soon
Standing still despite it all
Maybe I'll survive, maybe I'll fail

Yasmin J. Abu Sayma
étudiante et blogueuse de la ville de Gaza,
voir *The Journey of My Thoughts*,
<http://yasminjamal94.blogspot.com/>

Throwing leaflets from the defensive airplanes, telling you to move your family to a safe place inside Gaza away from the buffer zones, calling you to evacuate your home immediately cause they suspect that you are hiding a terrorist children, then bombing you with a warning killing missile, OK ok ok IDF, I will obey your commands, but plz tell me first, where exactly to go, Gaza is poor place with no war shelters, and all north, south and Gaza center, with hospitals, mosques, schools, UNRWA places and even the beaches are, all all dangerous places and exposed to direct air forces attacks. In the east there is the Israeli settlements which is forbidden to Palestinian to enter, and in the west there is the sea shore, and we don't have a port or boats, and unfortunately we don't know how to swim!! So every day I am roaming in the streets, hiding away from the attacks and fears, homeless, helpless, waiting for a sign, to be free in the skies.

Amal Shanty

Amal Shanty, consultante indépendante à Gaza, coordinatrice de l'ONG EPER

Le « plan de désengagement » : Gaza se transforme en prison de haute sécurité

Peter Haenger

En 2005, des raisons stratégiques ont poussé Israël à évacuer les colons sionistes de Gaza et à procéder à une séparation formelle du territoire. Mais l'armée israélienne n'a pas pour autant abandonné le contrôle de la bande de Gaza : elle a renforcé le bouclage du territoire et transformé celui-ci en prison de haute sécurité, avec une « zone de tir à volonté ».

Lorsque le Premier ministre Ariel Sharon annonça le retrait des colons de la bande de Gaza en février 2004, la stupéfaction fut générale dans le monde. Ce sioniste d'extrême-droite et « père de la politique de colonisation juive » dans les territoires occupés était donc prêt à abandonner les colonies juives ? Le « roi Arik » s'était-il converti de Saul en Paul sur ses vieux jours ? Le retrait annoncé, appelé « plan de désengagement » ou « plan de séparation », ne contenait cependant ni un engagement en faveur de la paix, ni un abandon imminent de la politique de colonisation. Il s'agissait tout simplement d'une mesure unilatérale ayant pour but d'éluider le processus de négociation avec les Palestiniens qui devait reposer sur la réciprocité des actions diplomatiques. Dans un entretien avec le journal israélien Ha'aretz, Dov Weissglass, avocat et conseiller de Sharon, qualifia le plan de séparation de « formol nécessaire pour tuer dans l'œuf tout processus politique avec les Palestiniens ».¹

Il était déjà difficile de défendre aux yeux du monde le maintien des 21 colonies comptant en tout 8000 habitant·e·s, qui occupaient 40 % du sol, bien rare, et revendiquaient la moitié de la consommation d'eau de Gaza. La garde des colons juifs entourés par 1,5 million de Palestiniens de plus en plus désespérés coûtait de surcroît des sommes astronomiques à l'État israélien. Mais ce furent fina-



Maison habitée, malgré le fait qu'elle ait été partiellement détruite, à Shejaiya. Photo : Intimaa Soudi. Intimaa Soudi est photographe et traductrice indépendante.

lement davantage des considérations démographiques et stratégiques qui incitèrent Sharon à se retirer de Gaza que la réputation internationale ou les coûts économiques.

Derrière le « plan de désengagement » de Sharon il y avait le géographe et directeur du centre de recherches géostratégiques de l'université de Haïfa, Arnon Soffer. Bien des années avant que Sharon ne décide du retrait israélien de Gaza, Soffer avait régulièrement attiré l'attention sur le fait que l'évolution démographique en Palestine/Israël se faisait

au détriment de la population juive et il avait finalement été entendu par le Premier ministre.² En se retirant de Gaza, Israël clarifiait sa ligne de front et se débarrassait d'un seul coup de 1,5 million de Palestiniens.

1 Top PM Aide: Gaza Plan Aims to Freeze the Peace Process, octobre 2014, bit.ly/2mJRhFb.

2 Cf. p. ex. Arnon Soffer, The Role of Demography and Territory in Jewish-Arab Relations in Israel, dans : Contemporary Israeli Geography, vol. 60-61, 2004, p. 333-343.

Avant même la mise en œuvre du « plan de désengagement », la bande de Gaza avait été séparée d’Israël par une clôture de haute sécurité et les travailleurs et travailleuses à bas salaires venant de Gaza avaient été éliminés de l’économie israélienne et remplacés par de la main-d’œuvre asiatique et africaine. Le verrouillage serait désormais considérablement renforcé. Gaza fut déclaré territoire ennemi et le poste-frontière d’Erez une frontière internationale. Le durcissement du blocus terrestre, aérien et maritime après la victoire du Hamas aux élections de 2006 transforma le territoire en prison, considé-

rée le cas échéant comme « zone de tir à volonté » par l’armée israélienne.

Le sociologue israélien Baruch Kimmerling explique qu’en isolant totalement la bande de Gaza, Sharon renouait avec d’anciens projets qu’il avait élaborés dès 1948. Kimmerling qualifie ce projet de « politicide ». « J’entends par là », dit l’auteur, « une combinaison de mesures militaires, politiques et psychologiques ayant pour but d’anéantir le peuple palestinien en tant qu’entité politique et sociale. »³ Et cette politique a été perpétuée jusqu’à ce jour par les gouvernements israéliens.

3 Baruch Kimmerling, Du « politicide » des Palestiniens ..., *Le Monde diplomatique*, juin 2004, bit.ly/2mJB9BL.

Politicide, sociocide, génocide

Si Baruch Kimmerling parle de « politicide », d’autres auteurs comme le politologue palestinien Saleh Abdel Jawad privilégient le terme de « sociocide » pour décrire le même état de fait. La définition du politicide de Kimmerling est très proche du terme de génocide forgé par Raphael Lemkin : « De manière générale, le génocide ne signifie pas nécessairement la destruction immédiate d’une nation [...] », déclare Lemkin. « Il entend plutôt désigner un plan coordonné de diverses actions, visant à la destruction des fondements essentiels d’un groupe national, dans le but d’anéantir ce groupe lui-même. » (Cité dans Wild, *Apartheid und ethnische Säuberung in Palästina*, 2013, p. 201sq.) La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de l’ONU définit le génocide de manière similaire comme la « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d’existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle » et la qualifie de crime contre l’humanité (bit.ly/2muklL1). L’historien israélien Ilan Pappé voit dans la politique du gouvernement israélien un « génocide progressif » des Palestiniens. (Ilan Pappé, *Israel’s incremental genocide in the Gaza ghetto*, bit.ly/2ILC3As) L’ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour les territoires occupés, le spécialiste du droit international Richard Falk, fait observer dans une analyse qu’il est incontestable qu’en Israël, des hommes et femmes politiques haut placés font des déclarations soutenant la destruction ou l’anéantissement de la population de la bande de Gaza et que ces propos sont tolérés par le gouvernement. De telles intentions de la part du gouvernement et du commandement militaire ne sont toutefois pas prouvées au sens strict du droit international. (Richard Falk, *Is Israel Guilty of Genocide in Its Assault on Gaza?* bit.ly/2m-s5i8n) La sociologue allemande Petra Wild observe quant à elle que tous les projets de colonisation – et dans le cas du sionisme politique, il s’agit bien de colonisation – sont empreints d’intentions génocidaires à l’encontre de la population initiale (Wild, 2013, p. 207).

Petra Wild, Apartheid und ethnische Säuberung in Palästina, Vienne 2013

Colonies juives dans la bande de Gaza

Pendant la guerre des Six Jours de 1967, les forces armées israéliennes conquièrent, outre la Cisjordanie, le plateau syrien du Golan et la presqu’île égyptienne du Sinaï ainsi que la bande de Gaza. Au début les Israéliens ne savaient pas trop que faire de ce territoire. Le Premier ministre israélien de l’époque, Levi Eshkol, alla même jusqu’à qualifier la bande de Gaza surpeuplée d’« os coincé dans la gorge d’Israël », en allusion au grand nombre de réfugié·e·s palestinien·ne·s. Cette conquête par l’armée israélienne allait signifier une nouvelle catastrophe pour la population palestinienne vivant dans la ville de Gaza et aux alentours : « Du jour au lendemain, les Palestiniens de la bande de Gaza ont perdu leur lien avec l’Égypte », écrit Bettina Marx dans son ouvrage sur la bande de Gaza. Les relations économiques et de nombreux contacts personnels avec le monde arabe ont été coupés et les réfugiés vivant dans les camps sont tombés sous la domination de la puissance qu’ils avaient fuie vingt ans plus tôt. » (Marx, p. 188)

En 1970, le gouvernement de l’époque, constitué du parti travailliste et dirigé par le Premier ministre Golda Meir, entama la construction de la première colonie juive, Kfar Darom, dans la bande de Gaza, bien que le droit international interdit à la puissance occupante d’installer sa propre population en territoire occupé. Vingt autres colonies, dont les habitant·e·s appartenaient en majorité au camp national religieux militant, allaient suivre. Les colonies juives occupèrent les meilleures terres agricoles situées sur les principales nappes phréatiques du territoire et confisquèrent environ un tiers de la ligne côtière directe. Après la restitution du Sinaï à l’Égypte en 1981, les colons juifs de ce territoire vinrent en partie s’installer dans la bande de Gaza. Dans le cadre du « plan de désengagement », 1700 familles de colons sionistes furent finalement évacuées de la bande de Gaza en 2005, et leurs colonies furent rasées par l’armée israélienne.

Bettina Marx, Gaza, Berichte aus einem Land ohne Hoffnung, Frankfurt/Main 2009

Organisations de la société civile

Jenny Bolliger

Avec 41,7 % de chômage, la population de la bande de Gaza est tributaire de l'aide internationale. Les structures d'approvisionnement officielles ne fonctionnent pas, les besoins les plus urgents de la population ne sont assurés que par l'action des innombrables ONG et ONGI qui opèrent toutes dans un contexte difficile. Il n'y a pas que la situation politique qui complique le travail des ONG. Selon Amal Shanty (cf. textes en p. 12), coordonnatrice locale de l'Entraide Protestante Suisse EPER, le principal défi réside dans la séparation avec la Cisjordanie et avec les organisations sœurs établies sur place, leur expertise et leurs ressources.

« On assiste malheureusement à l'émergence d'une nouvelle culture, la population espère aujourd'hui être entièrement prise en charge par l'aide étrangère. L'argent a corrompu le gouvernement, trop de familles sont dépendantes des paiements de l'UNWRA et des salaires du gouvernement. Les générations futures vont devenir les esclaves de ce système et des individus dépendants qui relègueront à l'arrière-plan la lutte pour la liberté et les droits de notre peuple. Nous devons aujourd'hui renforcer la résistance psychique des habitant·e·s de Gaza et faire en sorte que l'État, la population et la communauté internationale travaillent pour la même cause. L'objectif est de stimuler la population de Gaza, de lui redonner une identité qui favorise sa cohésion et de la protéger de nouveaux actes de violence israéliens. Nous devons nous affranchir de la perspective à court terme de l'aide actuelle et définir nous-mêmes des objectifs à long terme pour initier un changement. » Tels sont les propos de Fariza Beseiso, la coordonnatrice dynamique de l'Institut Civitas à Gaza.

Femmes et enfants

Le travail des femmes et le fait qu'elles occupent des postes importants sont très estimés au sein de la population. La grande majorité des étudiant·e·s dans les universités sont des femmes. Mais, comme le rapporte Amal Shanty, une femme doit être mariée et avoir des enfants. Ce n'est qu'ainsi qu'elle jouit du respect de tous et toutes et qu'elle peut se permettre certaines libertés.

Les besoins en accompagnement psychologique sont considérables. La santé mentale de la population de la bande de Gaza est devenue un problème chronique qui affecte tout particulièrement les enfants. La guerre de 2014 a laissé 1500 enfants orphelins, plus de 500 ont été tués, 3374 ont été blessés, dont un tiers a gardé des séquelles durables (cf. Unicef, <http://uni.cf/2m8504R>). Des milliers d'enfants et d'adolescents présentent des troubles de stress post-traumatique, ils ne se sentent en sécurité ni chez eux, ni à l'école. La bande de Gaza est une zone urbaine dense où les bâtiments démolis servent de terrains de jeux. Se réapproprier ces lieux de vie représente un effort considérable et ne réussit bien souvent que grâce à un accompagnement professionnel. Une équipe Parkour a trouvé son propre moyen d'y parvenir. Ces garçons escaladent, sautent et font des acrobaties, surmontant ainsi tous les obstacles dans l'espace public. Ils diffusent leurs prouesses sur Internet et se sentent ainsi un peu moins laissés pour compte par le monde. Fares, un membre du groupe, déclare : « Gaza, c'est la fin. Nous sommes ici parce que nous n'avons pas d'autre choix. C'est notre vie et nous en tirons maintenant le meilleur parti » (cf. photos des jeunes du collectif Gaza Parkour, bit.ly/2mtpKqU).



Station des urgences à l'hôpital Dar-Essalam, à Khan Younis.
Photo : Verena Roth

« De par une conception patriarcale tenace de la répartition des rôles, ce sont toujours les femmes qui supportent la majeure partie du poids des conséquences sociales, politiques et économiques. Les difficultés tiennent par exemple au fait que la violence domestique et les sévices sexuels continuent d'être tolérés dans cette société conservatrice et que les femmes sont mariées très jeunes et contre leur volonté. Il est extrêmement rare que les femmes participent à la vie politique, un grand nombre de veuves et de mères seules vivent dans la pauvreté (beaucoup de familles ont perdu leur soutien de famille masculin, notamment pendant la guerre de 2014). Le système d'apartheid israélien joue certainement aussi un rôle dans cette situation. En effet, chaque acte de violence externe exercé par Israël génère un accroissement de la violence domestique interne sur les femmes. Dans une société où les femmes possèdent des droits sociaux et politiques inégaux et où elles sont tributaires des hommes de leur famille pour survivre, elles supportent doublement le poids de la guerre. » (*Intimaa Sdouidi*)

La féministe Intimaa Sdouidi est cofondatrice du groupe PSCABI – Palestinian Students Campaign for the Academic Boycott of Israel.

Un contexte politique difficile pour une l'autodétermination

Birgit Althaler

La réalité politique de la bande de Gaza se voit souvent réduite au Hamas qui est désigné comme organisation terroriste. La responsabilité d'Israël en tant que puissance occupante est ainsi camouflée et des approches politiques et sociales alternatives sont escamotées.

A la lecture des prises de position israéliennes concernant le blocus de la Bande de Gaza, les mêmes arguments sautent aux yeux : il est question de faits de guerre et d'opérations militaires qui ne viseraient que le Hamas et non la population. En laissant entendre qu'Israël apporterait de l'aide à la bande de Gaza pour remédier à la crise humanitaire. L'objectif des restrictions serait uniquement d'empêcher le Hamas d'étendre son influence.¹

Plusieurs constats s'imposent : Ni aujourd'hui ni au cours du demi-siècle où il a imposé l'occupation, Israël ne s'est jamais considéré comme responsable de pourvoir au bien-être de

la population, responsabilité qui lui incombe pourtant en tant que puissance occupante aux termes de la Convention de Genève. Israël ne se sent pas davantage responsable de la situation humanitaire catastrophique et des atteintes aux droits humains fondamentaux provoqués par le verrouillage qu'il maintient. Au lieu d'accorder aux habitant·e·s de Gaza des droits sociaux, on fait passer l'approvisionnement chichement accordé pour une aide et un geste généreux. Et il n'est plus question du tout des droits politiques des Palestinien·ne·s en général et des réfugié·e·s expulsé·e·s en 1948 et par la suite. L'affirmation fallacieuse que l'État israélien

ne ferait que réagir à des missiles lancés par le Hamas est bien trop souvent reprise sans esprit critique par les médias occidentaux – notamment parce que la bande de Gaza ne devient visible aux yeux du public que lorsqu'elle paie un tribut particulièrement sanglant, parce que l'attention à l'égard de ces événements s'est depuis longtemps émoussée, et parce que bien rares sont ceux et celles qui osent s'en prendre à Israël.

Le Hamas diabolisé

« Qu'est-ce qui peut expliquer que le conflit dure depuis presque sept décennies, alors que le Hamas a tiré des missiles contre Israël pour la première fois en 2001 et n'a commis un premier attentat-suicide qu'en 1994 ? » Cette question est posée par Noura Erekat dans le film documentaire de 20 minutes *Gaza in Context*.² « Pourquoi la bande de Gaza est-elle occupée depuis 1967, alors que le Hamas a été fondé en 1988 ? L'explication est à trouver dans les rapports d'Israël avec les Palestinien·ne·s dans leur ensemble. »

En fait, le paysage politique dans la bande de Gaza est aussi hétérogène que celui d'autres pays. Tous/toutes les habitant·e·s ne sont pas d'accord avec l'orientation idéologique du Hamas qui détient le pouvoir à Gaza. Cependant, comme le montre Helga Baumgarten dans son analyse de ce mouvement islamique, il est faux et dangereux de le diaboliser en tant que terroriste et de vouloir le tenir à l'écart de processus politiques.³ C'est à cette conclusion également qu'est arrivée la Cour de Justice de l'Union européenne en 2014, lors qu'elle a exigé que le Hamas soit retiré de la liste d'organisations terroristes établie en 2001, en soulignant qu'en l'occurrence, les bases juridiques faisaient



Un photographe se protège contre le soleil avec un tapis de prière, tandis qu'il documente la destruction de 2014. © Eduardo Soterras Jalil, 2014

1 Cf. citations correspondantes sous bit.ly/2mjfzXu.

2 Cf. www.gazaincontext.com.

3 Helga Baumgarten, *Hamas, Der politische Islam in Palästina*, Munich 2006.

défaut et que l'argumentation reposait essentiellement sur des interprétations médiatiques controuvées.⁴ Il serait d'autant plus absurde de faire un amalgame entre le Hamas et Daech, comme le démontre Belal Shobaki dans une analyse comparative.⁵

La critique du Hamas se réfère le plus souvent à sa charte, datant de 1988. Baumgarten souligne que ce texte « a peu, voire aucune pertinence, tant pour le Hamas lui-même que pour la société palestinienne ».⁶ Shobaki confirme que les déclarations de dirigeants du mouvement ainsi que les pratiques concrètes s'écartent de manière significative de ce document, rédigé dans un contexte différent. Le but du Hamas ne serait pas, comme on lui reproche de manière stéréotypée, la destruction d'Israël, mais la fin de l'occupation. C'est ainsi que le mouvement manifeste depuis des années qu'il est prêt à accepter de solutions négociées ainsi que des accords internationaux et de résolutions de l'ONU concernant la Palestine qui reviennent de fait à limiter la résistance à l'occupation. Il a su aussi, à diverses reprises, imposer des trêves.⁷

Cependant, il n'est pas question de se priver de critiquer le Hamas en ce qui concerne ses positions idéologiques et ses pratiques politiques. Ainsi, le rapport Goldstone reproche au Hamas et à d'autres milices palestiniennes d'attaquer des civils, au mépris du droit international.⁸ Des voix critiques se font également entendre dans la bande de Gaza. Des organisations défendant les droits humains condamnent l'exécution de civils soupçonnés de collaboration, le recours à la torture et la restriction de droits politiques.⁹ Au début de cette année, des manifestations ont eu lieu contre le rationnement à trois heures quotidiennes d'approvisionnement électrique et contre la corruption du Hamas.¹⁰ Parmi les jeunes, le Hamas est contesté pour la fermeture de centres culturels et la prohibition d'une scène musicale libre.¹¹

Une stratégie de non-participation

L'auteur Haidar Eid (cf. aussi p. 3 sq.) constate une crise profonde et générale de la gauche et de la droite palestiniennes. Compte tenu du processus d'Oslo, de la coopération sécuritaire



A proximité du port, avec vue sur le camp Shati et sur des parties de la ville de Gaza. En arrière-plan : Ashdoud et Ashkelon, qui ont été occupés pendant la Nakba et sont aujourd'hui des ports israéliens. Photo : Intimaa Sdouidi

permanente de l'Autorité palestinienne avec Israël et de la mutation de la gauche palestinienne en ONG, il se demande si une stratégie de non-participation aux structures et organisations existantes ne serait pas nécessaire. La campagne BDS, des mobilisations au-delà des frontières, comme par exemple les manifestations contre les évacuations forcées à l'intérieur d'Israël ou encore les mouvements de jeunesse dans la bande de Gaza sont à son avis des pas vers une alternative politique visant des objectifs tels que l'indépendance, la liberté, l'égalité des droits et la justice.¹²

Quelles que soient les positions d'activistes isolés ou de la population dans son ensemble, leur conception politique est marquée par le contexte de dizaines d'années d'occupation : l'expérience des évacuations, la répression des résistances, une menace existentielle et un déni de droits poli-

tiques. Rien d'étonnant dès lors que, toutes différences politiques mises en veilleuse, il existe une unanimité sur un point : à savoir la légitimité de la résistance à la puissance occupante et l'urgence de la levée du blocus. Cette unanimité se manifesterait également dans nos pays si l'un d'entre eux était occupé, assiégé et privé de perspectives et de droits, comme c'est le cas de la bande de Gaza.

4 Cf. par ex. bit.ly/2ngzJSf.

5 *Why It's Dangerous to Conflate Hamas and Daesh*, bit.ly/2ngywKq, en français bit.ly/2oZbZIL.

6 Baumgarten, *Hamas*, P. 58 sq.

7 *Hamas : Three Tough Hurdles in 2015*, bit.ly/2mOA5y8.

8 Cf. bit.ly/2nrGEF9, Paragraphes 109–110.

9 Cf. pchgaza.org/en/?p=8831 et autres déclarations du Palestinian Center for Human Rights.

10 Cf. bit.ly/2mOv4Fv.

11 Cf. gazaybo.wordpress.com/about/.

12 *Dis-participation as a Palestinian Strategy ?* bit.ly/2mteBTH

Il est évident que les positions d'INFO PALESTINE ne correspondent en rien aux vues idéologiques du Hamas. Nous condamnons en outre les attaques de milices combattantes du Hamas ou d'autres organisations contre des civils, attaques qui constituent une violation du droit international. Cependant, nous récusons formellement la diabolisation du Hamas et la réduction de la situation dans la bande de Gaza à un conflit entre le Hamas et Israël. Pour deux raisons essentiellement : D'abord parce que nous considérons que l'origine du conflit réside dans l'idéologie officielle d'Israël, excluante, à définition ethnique et religieuse, impliquant des pratiques d'expulsions, d'apartheid, de colonisation et de discrimination qui n'ont rien de commun avec l'existence du Hamas et sont de loin antérieures à l'histoire de ce mouvement. En second lieu, parce que nous estimons que la restauration des droits fondamentaux des Palestiniens représente la meilleure condition qui leur permettra de régler leurs différends politiques, en toute indépendance, de manière constructive et d'égal à égal. La valeur des droits humains réside précisément dans leur portée universelle ; ils ne peuvent être tributaires de complaisances conjoncturelles.

La rédaction

Appel de Gaza: Cette année, engagez vous dans la semaine de l'apartheid israélien



La Campagne des Étudiant-e-s Palestinien-ne-s pour le Boycott Académique d'Israël (PSCABI)
Gaza assiégée, Palestine occupée, 28 février 2017

Nous vous écrivons, étudiants du monde, nous qui sommes étudiant-e-s de la bande de Gaza assiégée et dont la totalité du système éducatif a été paralysé par dix ans de blocus israélien. Nous vous invitons à vous impliquer dans la Semaine de l'Apartheid Israélien (IAW) et à renforcer le mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) sur vos campus. Les campagnes en cours pour la justice en Palestine sur les campus britanniques nous donnent de l'espoir : c'est par exemple la magnifique victoire BDS et la démonstration de soutien de l'union des étudiant-e-s de l'université de Manchester et la campagne Désinvestissez pour la Palestine, qui appelle les universités à désinvestir des entreprises complices des crimes contre le peuple palestinien.

Nous sommes consternés par les actions récentes de l'Université du Lancashire central, qui a capitulé devant la pression pour annuler IAW, une mesure qui vise directement à faire taire et à déshumaniser les voix

et récits palestiniens. Mais, même l'intensification de la propagande israélienne qui sert à blanchir la brutale occupation israélienne et la politique d'apartheid contre nous peut être vaincue avec courage et opiniâtreté.

La plupart d'entre nous à Gaza, un des lieux les plus peuplés de la planète, sont privés de la liberté de mouvement – nous ne pouvons plus voir notre famille et nos ami-e-s de Cisjordanie ou de Jérusalem, ni retourner sur nos terres et dans nos maisons d'où la plupart d'entre nous qui sommes à Gaza ont été chassés par l'armée israélienne à ses débuts. Comme étudiant-e-s de Gaza, nous n'avons le droit d'aller dans aucune université de Cisjordanie, le blocus israélien nous a privés des biens de première nécessité, dont les livres scolaires, et pour ceux que nous avons, il faut les lire à la chandelle à cause des coupures d'électricité imposées plusieurs heures par jour, jusqu'à 18 heures pour beaucoup de familles.

Comme si les difficultés de la vie quotidienne et le contrôle ne suffisaient pas, des crimes de guerre massifs ont été commis contre nous lors du massacre israélien de 2014 lorsque les F 16, les tanks Merkava, les drones Elbit et les hélicoptères de combat israéliens, qui dominent en permanence notre ciel et notre horizon, ont assassiné plus 550 enfants en 51 jours. Plus de 2200 d'entre nous ont été tué-e-s, 11 000 ont été blessé-e-s et le siège qui s'est poursuivi a fait que, depuis, de nombreuses personnes ont perdu la vie inutilement des suites de blessures et de maladie. À ce moment-là, les forces d'occupation israéliennes ont bombardé plus de 62 hôpitaux et cliniques, 45 ambulances et 250 écoles palestiniennes. Israël nous refusant le béton par le blocus, les maisons de la plupart des 100 000 personnes qui se sont retrouvées à la rue n'ont toujours pas été reconstruites. Le dernier rapport des Nations Unies sur la situation humanitaire dit que Gaza

sera « invivable » en 2020. Pas besoin d'attendre 2020. Gaza est en réalité invivable dès maintenant !

Inspiré par la lutte anti-apartheid, notre appel au Boycott, au Désinvestissement et aux Sanctions (BDS), soutenu par une immense majorité de la société civile palestinienne, a été un paratonnerre pour d'autres qui peuvent s'associer à notre détresse. Chaque université qui boycotte et/ou désinvestit du régime d'apartheid israélien et de ceux qui en sont complices ou qui en tirent profit, est du bon côté de l'histoire, à l'image du rôle considérable joué par les étudiant-e-s qui ont boycotté le régime similaire d'apartheid raciste d'Afrique du Sud jusqu'à sa chute en 1994.

Si des gouvernements corrompus et des corps officiels nous ont tourné le dos, nous espérons avoir le soutien de nos pairs et des gens de conscience tels que vous l'êtes. Nos revendications sont simplement d'avoir les mêmes droits que n'importe quel étudiant, adulte ou enfant. Nous voulons que nos droits fondamentaux nous soient garantis selon le droit international et la Déclaration Universelle des Droits Humains !

Cette année, il est entre vos mains de voir que le vent tourne enfin sur les campus d'Europe, des États-unis et du monde. Allez plus loin pour faire que la Semaine de l'Apartheid Israélien de cette année soit aussi forte et reçoive autant de monde que possible, et utilisez la comme plateforme pour construire le mouvement BDS. Quoi que vous ayez en face de vous, puisez votre courage en nous et nous puiserons notre espoir en vous. Vous, plus que n'importe qui, êtes en position d'agir, aussi laissez la vérité de la justice gronder sur votre campus et au-delà.

Source : mondoweiss.net/2017/02/palestinian-students-apartheid/, traduction SF pour BDS France

Message vidéo de PSCABI : vimeo.com/205913155

Attaquer la population civile là où elle est le plus vulnérable

Roman Vonwil

Depuis l'abandon des colonies de la bande de Gaza et le retrait simultané de l'armée d'occupation israélienne, la question se pose pour Israël de savoir comment pouvoir continuer à contrôler militairement la population palestinienne depuis l'extérieur. Une tactique combinée est donc poursuivie depuis dix ans : le blocus total du territoire ainsi que des frappes militaires régulières, au cours desquelles la population civile est sciemment visée.

Durant la guerre d'agression contre le Liban en 2006, la direction militaire israélienne a expérimenté une nouvelle stratégie : la doctrine Dahiya, du nom d'un quartier de Beyrouth, qui a été massivement détruit par l'armée de l'air israélienne. Le général israélien responsable, Gadi Eizenkot, a expliqué plus tard, publiquement, qu'une violence disproportionnée avait été employée à cette occasion afin d'endommager massivement l'infrastructure civile. Selon lui, ce plan avait été

validé et serait à l'avenir utilisé contre « chaque village bombardé par Israël ». L'idée à la base de cette stratégie est que la peur de représailles qui toucheraient gravement la population civile empêcherait les groupes de résistance armée de continuer à combattre.

Du Liban à la bande de Gaza

Une nouvelle application de la doctrine Dahiya a été mise en œuvre immédiatement après le retrait des

troupes israéliennes du Liban : depuis le début du blocus de 2007, Israël a mené trois grandes guerres d'agression contre la bande de Gaza. Chacune de ces attaques, qui ont toutes eu lieu sous le prétexte d'une réaction contre les tirs de roquettes du Hamas, a laissé des traces de destruction massive dans cette région densément peuplée et a tué des centaines, voire des milliers de civils.³

- Peu avant la fin de l'année **2008**, l'armée israélienne a envahi la bande de Gaza, au cours de l'opération militaire *Cast Lead*. Près de 1400 Palesti-

1 bit.ly/2mqDflp

2 bit.ly/2idw0BD

3 Une analyse précieuse de l'application de la doctrine dans la bande de Gaza : bit.ly/1xuxftt



L'artillerie israélienne attaque Gaza, frontière Israël/Gaza. © Yotam Ronen

nien-ne-s ont été tué-e-s au cours de ces attaques, dont la moitié étaient des civils. Plusieurs organisations des droits humains ont rapporté que les forces armées israéliennes avaient employé des grenades au phosphore blanc dans des territoires densément peuplés et ont condamné ces procédés comme étant des crimes de guerre.⁴

- En **2012**, Israël a bombardé la bande de Gaza durant une semaine. 171 personnes ont été tuées, au cours de milliers d'attaques aériennes et de bombardements par des bateaux de guerre et de l'artillerie.⁵

- En été **2014**, l'opération nommée Protective Edge a été le point culminant au niveau de la destruction de l'infrastructure et du nombre de morts, au cours des dix ans de blocus. Des avions, des drones, des bateaux et de l'artillerie israéliennes ont bombardé la bande de Gaza durant 50 jours. Selon l'ONU, plus de 2200 Palestiniens ont été tués, dont plus de deux tiers de civils et 550 enfants. Le potentiel de destruction massive de l'attaque a atteint une société déjà affaiblie par le verrouillage et les frappes militaires précédentes dont la bande de Gaza ne s'est jamais remise. La situation de la population s'est ainsi encore dégradée. Environ 20% de l'ensemble du territoire a été gravement endommagé, voire détruit, après l'attaque, au cours de laquelle de nombreuses habitations et infrastructures ont été démolies.

- Cependant, la doctrine Dahiya n'est pas seulement appliquée lors des attaques militaires importantes. Régulièrement, l'armée israélienne effectue des incursions de moindre envergure dans la bande de Gaza, ou encore des bombardements, au cours desquels des bâtiments sont détruits et des personnes blessées ou tuées. La population est ainsi maintenue dans un état de peur constante.

Crimes de guerre

En apparence, ces attaques servent à neutraliser le Hamas en tant qu'adversaire militaire. Dans la logique de la doctrine Dahiya, Israël doit réagir à chaque confrontation avec ces milices par une violence disproportionnée et chercher l'escalade à chaque occasion. Dans ces attaques désignées cyniquement par Israël comme Mowing



Des pluies importantes ont mené à de grandes inondations, comme ici, au camp de réfugiés de Djebeliya, 16.2.2017, © Ezz Zanoun

the Lawn (en français: tondre le gazon), les victimes civiles ne sont pas un phénomène marginal, déplorable mais inévitable : il s'agit plutôt d'un objectif direct. Les bombardements de maisons civiles, d'écoles et d'hôpitaux qui ont été perpétrés quotidiennement au cours des trois guerres d'agression, sont ciblés et voulus. Ainsi, Richard Goldstone, l'envoyé spécial de l'ONU, a constaté dans son rapport sur l'attaque israélienne de 2008/09, que la stratégie israélienne a été conçue « dans le but de punir, d'humilier et de terroriser une population civile », et qu'il est possible qu'il s'agisse d'un crime contre l'humanité.⁸ En effet, la doctrine Dahiya est en contradiction avec les principes essentiels du droit international humanitaire : le respect de la proportionnalité et la distinction entre les objets civils et militaires. Un an après l'attaque de 2014, la Cour pénale internationale a lancé un examen préliminaire pour d'éventuels crimes de guerre.

La condamnation internationale hésitante et les premières démarches en vue de demander des comptes à Israël concernant la doctrine Dahiya n'empêchent pas le gouvernement israélien de continuer, inébranlable, à considérer la population civile comme cible de ses attaques. Ainsi, Naftali Bennet, ministre de l'Éducation nationale, a annoncé le 13 mars 2017 que la prochaine guerre contre le Liban tou-

cherait la population dans ses points vulnérables et la renverrait à l'âge de pierre. Au vu de la situation actuelle de la bande de Gaza, où la société est déjà au bord de l'effondrement, il ne s'agit pas là d'une rhétorique creuse.⁹

4 bit.ly/1InyKLb

5 Palestinian Centre for Human Rights documente les événements et les suites dans un court-métrage: <http://pchr.org/en/?p=5479>

6 bit.ly/1IZsnkH

7 Déjà avant Protective Edge, plusieurs institutions de l'ONU ont déclaré que la bande de Gaza serait inhabitable en 2020: bit.ly/2mbUXyX

8 bit.ly/2n37hPm, résumé en français <http://bit.ly/2ooXBiw>

9 www.haaretz.com/israel-news/1.776419



Sumoud vend de l'huile d'olive et d'autres produits de Palestine. Le PARC, l'ONG palestinienne de développement agricole, conseille les paysans, leur achète l'huile d'olive à un prix équitable, organise la mise en bouteille, l'étiquetage et l'expédition en Suisse par voie maritime. Par cette vente, nous voulons renforcer les sources de revenus des Palestiniens et nous engager en faveur de leurs droits. Une part des revenus sert à soutenir la campagne BDS.

Huile d'olive de Palestine (qualité bio)	CHF 21.00
Savon de Naplouse	CHF 4.00
Za'atar (thym, sumac, sésame, sel)	CHF 5.00

Avez-vous envie de monter vous-même un stand ou d'aider à la vente ? Connaissez-vous un magasin susceptible de prendre notre huile d'olive dans son assortiment ?

Contactez-nous : olivenoel@sumoud.ch

Vers un monde emmuré

Roman Vonwil

Le blocus de la bande de Gaza crée non seulement un marché lucratif aux entreprises militaires et civiles, mais sert aussi de laboratoire aux technologies d'armements et de surveillance, qui sont de plus en plus demandées dans le monde.

La barrière de séparation le long de la frontière entre Israël et la bande de Gaza, avec ses checkpoints, ses capteurs, ses routes militaires, ses lance-roquettes télécommandés et ses mitraillettes est un gigantesque projet d'infrastructure et donc aussi une opportunité commerciale lucrative pour de nombreuses entreprises civiles et militaires. Au début du blocus renforcé en 2007, plus de 700 sous-entrepreneurs, près de 60 bureaux de planification, 53 grandes entreprises de construction, 5 sociétés spécialisées dans les clôtures, 11 services de sécurité privés et près de 34 producteurs de technologie de surveillance et de communication étaient impliqués. En plus de ces entreprises civiles, l'industrie d'armement israélienne, principal fournisseur de l'armée, met à disposition l'essentiel des technologies de maintien du blocus sur terre, sur l'eau et dans l'air.

Demande accrue des technologies israéliennes

Comme l'écrit l'auteur israélien Jeff Halper, l'occupation militaire du territoire palestinien, y compris le blocus de la bande de Gaza, favorise l'intégration économique et en matière de politique de sécurité de l'État d'Israël dans la communauté internationale. En effet, cette intégration est effectuée en première ligne par le biais du marché et de la recherche en matière d'armement. L'industrie de l'armement israélien, qui joue un rôle important dans l'économie israélienne, occupe une niche du marché

international, qui gagne de plus en plus en importance : la « sécurité intérieure », qui a connu un essor important au cours des quinze dernières années, grâce à la « guerre contre le

« Quand je développe un produit et que je veux le tester sur le terrain, je suis en mesure de l'observer à uniquement cinq ou dix kilomètres de ma base et voir ce qui arrive à l'équipement. Je reçois un retour, ce qui rend le processus de développement plus rapide et plus efficace. »

Avner Benzaken, responsable du département de technologie et de logistique de la Israel Defense Force (IDF) (bit.ly/1rDWMTr)



Quartier d'habitation bombardé, à proximité du tunnel à Rafah. Photo : Verena Roth



L'artillerie israélienne tire sur Gaza, frontière Israël/Gaza, © Yotam Ronen

« Nous avons une expérience énorme. Une vraie expérience de combat. Et nous l'employons pour notre travail de développement. »

Gil Wainman, responsable marketing de l'entreprise Israel Weapon Industries (bit.ly/1rDWMTr)

terrorisme ». Cet essor se manifeste par la militarisation de la police, l'installation de clôtures à la frontière et la surveillance de populations entières. Dans ce domaine, Israël occupe un rôle de leader mondial, car son implication dans un conflit asymétrique de longue durée et l'occupation font avancer de telles technologies. Les États qui utilisent de plus en plus des technologies de surveillance ou qui installent une barrière de séparation peuvent difficilement éviter d'avoir recours au savoir-faire israélien. Ainsi, par exemple, des technologies de l'entreprise israélienne Elbit Systems sont employées aux États-Unis, dans la zone frontière avec le Mexique¹, et l'intérêt pour les technologies israéliennes croît également aux frontières extérieures de la forteresse Europe.²

La bande de Gaza en tant que laboratoire d'expérimentation

Ici, le lien direct avec le blocus de la bande de Gaza devient évident, car ce dernier ne sert pas que de marché lucratif à l'industrie d'armement, mais aussi comme terrain d'expérimentation, dans le contexte duquel de telles technologies peuvent être testées et développées dans des conditions réelles. Outre les producteurs d'armes israéliens, les entreprises situées dans la zone grise entre l'utilisation militaire et civile profitent également de ce marché, tout comme des entreprises internationales qui veulent tirer profit du marché de vente pour la « sécurité intérieure », qui se développe. Ainsi, l'entreprise d'informatique Hewlett-Packard (HP) a développé un système de contrôle biométrique pour les checkpoints de

« Le jour où nous vivrons en bonne entente avec nos voisins du Proche-Orient, crois-moi, plus personne ne fera d'affaires profitables dans le domaine de l'armement. »

Leo Gleser, CEO de l'entreprise israélienne International Security and Defence Systems (bit.ly/2ltORex)

« Israël possède une des meilleures technologies [d'armement] du monde. Et les gens aiment acheter des objets qui ont été testés. »

Benjamin Ben Eliezer, ancien ministre israélien du commerce et de l'industrie (The Lab: <https://youtube/iabky5rvsGk>)

la barrière de séparation et équipe la marine israélienne en infrastructure informatique.

En sa qualité de laboratoire du futur pour l'industrie de l'armement et de la surveillance, la bande de Gaza joue un rôle-clé global dans un monde où les États renforcent et militarisent leurs frontières, surveillent leurs propres populations ou d'autres et s'installent dans un état de guerre constant au nom de la lutte contre le terrorisme. C'est donc ici que doit commencer la résistance contre un monde entouré de murs.³

1 bit.ly/2g2PG6W

2 Article intéressant sur ce thème: Zaungast für immer von Florian Leu, NZZ Folio: folio.nzz.ch/2016/dezember/zaungast-fuer-immer

3 Davantage d'informations à ce sujet : www.bds-info.ch/index.php?id=451

L'économie de la bande de Gaza : paralysée, anéantie

Birgit Althaler

Parler l'économie de la bande de Gaza équivaut à raconter l'histoire d'un long travail de sape. Tant et si bien que cette région est aujourd'hui au bord du gouffre sur le plan économique et social, mais aussi écologique. Une croissance économique indépendante ne pourrait de toutes manières pas démarrer sans la levée du bouclage et la fin de l'occupation.

Décrété pour la première fois en 1991, puis renforcé en 2007 suite à l'arrivée au pouvoir du Hamas, le bouclage qu'Israël impose à la bande de Gaza a des conséquences dramatiques pour l'économie de cette région. Une situation alarmante sur laquelle l'ONU et la Banque mondiale, entre autres, attirent régulièrement l'attention dans leurs rapports. Le responsable de la Banque mondiale pour la Cisjordanie et Gaza décrit la situation en ces termes: « Le blocus continu et la guerre perpétrée en 2014 ont très durement touché l'économie et la population gazaouie, en détériorant les conditions de vie. Les exportations de Gaza sont virtuellement réduites à néant, et la production a reculé de 60 %. Sans lien vers le reste du monde, l'économie ne peut survivre .»¹

En 2007, la bande de Gaza a été déclarée « entité hostile » par l'État d'Israël, qui a mené, parallèlement aux agressions militaires, une « guerre économique » en bonne et due forme.² Pour définir cela, Sara Roy a forgé, il y a plusieurs années, le terme de « dé-développement ». Selon la chercheuse étasunienne en économie politique, cette stratégie est parvenue à son aboutissement logique: une bande de Gaza privée de toute viabilité fonctionnelle, de tout potentiel de croissance normale et de développement durable, rendue de moins en moins capable de réaliser la mutation sociale nécessaire. « Les changements dévastateurs sont institutionnalisés et constamment adaptés ... ce qui se passe à Gaza est une catastrophe, perpétrée délibérément,

en toute connaissance de cause, intentionnellement. »³

Route commerciale historique

Peu étendue et densément peuplée, la bande de Gaza, qui n'est actuellement qu'une petite partie de l'ancien district de Gaza et dépourvu de son arrière-pays, n'a guère de chances de survie tant qu'elle demeure dans l'isolement. L'histoire de la bande de Gaza est jalonnée d'événements mar-

quants qui l'ont conduite à l'isolation actuelle et à ce désastre économique et social. Gaza est, avec Jéricho, l'une des plus anciennes villes du monde. Des siècles durant, la Via Maris, importante route commerciale et voie de communication historique, longeait le littoral méditerranéen, reliant les grandes puissances de l'Antiquité entre elles, mais aussi le continent européen à l'Afrique du Nord et à la péninsule arabique. À l'époque de

- 1 Banque mondiale, *Gaza Economy on the Verge of Collapse*, mai 2015, bit.ly/1FsqD5a; voir aussi CIA World factbook, bit.ly/2mtPwM6.
- 2 Au sujet de la guerre économique, voir Yossi Wolfson, *Economic warfare in Gaza, Electronic Intifada*, janvier 2008, bit.ly/2muiOdC.
- 3 Sara Roy, *The Gaza Strip, The Political Economy of De-Development*. 3e édition 2016, préambule.



Importation de produits d'Egypte, à la douane de Rafah. Photo : Verena Roth



Centre de don du sang à l'hôpital de la ville de Gaza. Photo : Verena Roth

l'occupation britannique, la ligne de chemin de fer reliant Alep au Caire traversait cette région.

Jusqu'au XIX^e siècle, le commerce était le secteur dominant, suivi par l'agriculture (blé, orge) et l'artisanat (poterie, textiles, savon). Dès 1917, le mandat britannique a entraîné d'importants changements sur le plan socio-économique : ainsi entrainé en scène un État colonial européen qui, d'une part, soutenait la création d'une entité juive séparée et, de l'autre, introduisait des méthodes de production industrialisées dans une société fondamentalement agraire. Les nouvelles conditions ont avantagé prioritairement les immigrant·e·s juifs/ juives, entravant l'avènement d'une

économie intégrée, étant donné que le mouvement sioniste se fondait sur une séparation stricte des secteurs arabes et juifs.

Assujettissement économique

Le facteur qui a le plus influencé la situation actuelle est, sans nul doute, l'expulsion en masse de la population des districts méridionaux du territoire de l'ancien mandat dans la bande de Gaza en 1948-49, à la suite de la fondation de l'État d'Israël. Puis, sous l'occupation égyptienne (1949-1956 et 1957-1967), la précarité s'est installée en raison de l'explosion démographique causée par l'arrivée des réfugié·e·s. La survie de ces derniers a été organisée principalement par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Dès 1957, l'Égypte a amplement investi dans le développement d'un secteur agricole fondé sur la culture d'agrumes, cependant que l'industrie continuait à jouer un rôle secondaire.

Lorsqu'Israël a occupé la bande de Gaza en 1967, les têtes pensantes du sionisme n'arrivaient pas à s'accorder sur l'opportunité d'intégrer ou non les territoires palestiniens sur le plan économique. « L'administration militaire a pour objectif de vider la bande de Gaza de sa population arabe »,

écrivait Walter Hollstein en 1972 dans son « histoire sociale du conflit palestinien ».⁴ Toute forme d'indépendance politique et économique a été rendue inaccessible. La stratégie mise en place comportait le cantonnement de la main-d'œuvre palestinienne dans les secteurs aux emplois à bas salaires, et la prise du contrôle sur les ressources importantes, telles que l'eau, les terres, mais aussi la distribution d'électricité. En raison du manque d'investissements ciblés, la structure économique est demeurée pratiquement inchangée : l'agriculture ne parvenait pas à employer cette main-d'œuvre pléthorique, le secteur industriel restait quasi insignifiant, alors que la plupart des réfugié·e·s ont été privé·e·s de leurs droits.

À partir de 1986, la politique israélienne s'est inspirée d'un document secret du ministère de la Défense, le « Plan de Gaza », préconisant la poursuite de la politique appliquée jusqu'alors. Selon Sara Roy, les facteurs majeurs sont : 1) l'expropriation des ressources économiques (eau, terres), couplée à une répartition largement inégalitaire des fonds publics par l'occupant ; 2) l'adaptation et l'orientation de l'économie de la bande de Gaza en fonction des besoins économiques d'Israël, ce qui a signifié davantage de dépendance et une plus grande vulnérabilité pour la bande de Gaza ; 3) les obstacles et le travail de sape mis en place par l'administration militaire, de sorte que les institutions publiques et privées ne puissent pas exercer leurs activités de façon coordonnée. Les donateurs étrangers et leur agenda politique, de leur côté, ont apporté leur contribution calamiteuse à cette situation.⁵

De l'expropriation à l'isolement

Jusqu'aux années 1990, des dizaines de milliers d'habitant·e·s des territoires occupés en Israël travaillaient principalement dans les secteurs de la construction et de l'agriculture. Quant à la bande de Gaza, elle comptait un potentiel de production considérable, et la Cisjordanie et Israël étaient de loin le principal débouché pour la production agricole, artisanale et industrielle. Mais c'est alors que l'État juif a effectué un changement de cap, isolant de plus en plus la bande de Gaza

4 Walter Hollstein, *Kein Frieden um Israel*, Sozialgeschichte des Palästina-Konflikts, citation de la 3^e édition augmentée, 1984.

5 Sara Roy, op. cit., p. 103sq.

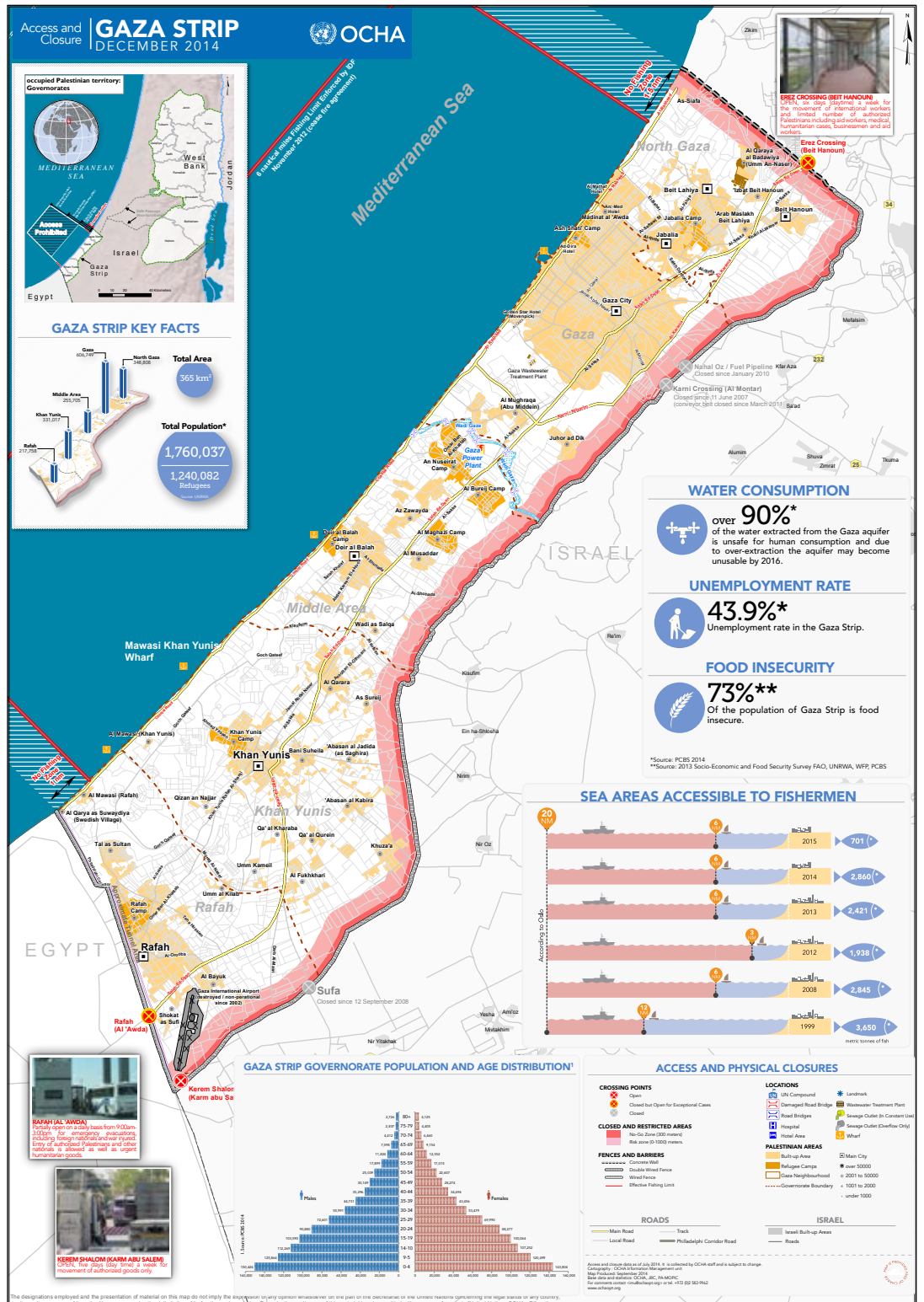
6 Les conséquences économiques, sociales et culturelles du bouclage sont documentées de manière exhaustive : lire Palestinian Center for Human Rights (PCHR), *Gaza Strip: Actual Strangulation and Deceptive Facilitation* (pchgaza.org/en/?p=7962) ; Gisha, Legal Center for Freedom of Movement (www.gisha.org), p. ex. les fiches d'information mensuelles (pour mars 2017 voir bit.ly/2lwXY2Y), ou OCHA, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Occupied Palestinian Territory* (ochaopt.org/theme/gaza-blockade). Au sujet du calcul des importations autorisées pour Gaza, lire Israel used 'calorie count' to limit Gaza food during blockade, critics claim, *The Guardian* (bit.ly/2mx9u9v) ou Amira Hass, *2,279 Calories per Person*, Ha'aretz, octobre 2012 (bit.ly/2mx8iCZ).

et colonisant intensivement la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

Cinquante ans après le début de l'occupation israélienne et une décennie après le début du bouclage presque total, la réalité économique et sociale actuelle peut être décrite en ces termes :⁶ la liberté de mouvement est fortement limitée, et ce pour toutes les couches de la population, que ce soient les gens d'affaires, les étudiant·e·s, le personnel des œuvres d'entraide, les malades et ainsi de suite, Israël ne concédant des autorisations qu'exceptionnellement, et dans des conditions humiliantes. Les importations sont limitées au « minimum humanitaire » qu'Israël calcule avec une précision d'apothicaire et, pour des milliers de produits, des denrées alimentaires et les médicaments en passant par les matières premières destinées à la production, l'interdiction d'importer est en vigueur même pour celles en provenance de Cisjordanie. L'interdiction d'exporter est presque totale, même pour les produits destinés à la Cisjordanie et à Israël. Tenu fortement en bride, le secteur bancaire souffre de manque de liquidités.

En outre, Israël étend de plus en plus les zones tampon, ravageant par la même occasion de nombreuses terres cultivables ou en rendant inutilisables suite à l'emploi de produits chimiques. La plupart du temps l'exploitation des champs et des plantations d'arbres fruitiers ou d'agrumes dans les zones tampons représente un véritable danger. Il en va de même pour les zones de pêche, constamment et unilatéralement limitées à l'initiative d'Israël. Les livraisons de carburant et d'électricités ne suffisent pas, tant s'en faut, à assurer un fonctionnement correct des infrastructures. Souvent, l'électricité n'est disponible que pendant quelques heures par jour. Or, les coupures d'électricité et de gaz et la non-fourniture de carburant ont été entérinées par la Cour suprême israélienne, ce qui en dit long : pour Israël, l'économie de Gaza est un détail négligeable. Dans le même ordre d'idées, l'infrastructure du poste de contrôle de Karni pour le transit de marchandises a été démantelée.

Le bref épisode de ce que l'on appelle l'économie des tunnels, qui permettait le trafic de marchandises à travers les quelque 1400 tunnels reliant



Cartes plus détaillées en ligne

Le Funambule (infrastructure, militaire) bit.ly/2mU1XOT

Atlas humanitaire du Bureau de Coordination des Affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU (très détaillé)

<http://data.ochaopt.org/humatlas2015/>

Données statistiques [/gisha.org/publication/2584](http://gisha.org/publication/2584)

Gaza à l'Égypte, a apporté une brève embellie dans la dramatique situation de l'approvisionnement. Si, dans un premier temps, cet expédient a soulagé les finances du gouvernement dirigé par le Hamas, la structure formelle de l'économie en a souffert sur le moyen et le long terme, et l'économie des tunnels a été démantelée avec le changement de régime en Égypte. Ce sombre tableau est encore aggravé par les graves méfaits des opérations militaires israéliennes et par l'interdiction des importations de matériaux de construction qui empêchent aujourd'hui la reconstruction.

De lourdes répercussions à long terme

Depuis le début du blocus, en raison du manque de matières premières et de l'absence presque totale d'exporter et d'importer des marchandises, la production originelle et du commerce est paralysée à 95 %. La plupart des entreprises privées, des ateliers et petites usines ont

fait faillite. D'où une communauté qui dépend de l'aide humanitaire et des salaires du secteur public, à leur tour tributaires de la bonne volonté des donateurs étrangers et soumis à leurs conditions. Ainsi, près de 80 % des habitant·e·s de la bande de Gaza dépendent de l'aide humanitaire de l'UNRWA, des organisations d'entraide et des ONG. Le niveau de vie s'est effondré à un niveau abyssal, alors que le taux de chômage des jeunes, qui atteint 60 %, est le plus élevé du monde. L'indigence, la sous-alimentation et la malnutrition sont très répandues, les soins de santé sont précaires – ce qui aura des répercussions impondérables pour les générations futures. L'environnement naturel n'est pas en reste, avec de graves problèmes qui se profilent à l'horizon. Les stocks halieutiques du littoral, tout d'abord, ne parviennent plus à se reconstituer en raison de la surpêche ; la qualité de l'eau constitue un danger pour la santé en raison des piètres

conditions sanitaires, mais aussi de la pollution de la nappe phréatique, et les sols ont souvent été contaminés ou asphaltés pour faire place aux opérations militaires israéliennes. On l'imaginera sans peine, cette sombre réalité que vit la population gazaouie, marquée par une insécurité et une vulnérabilité constantes, ne manque pas de peser lourdement sur leur moral et leur psychisme. Or, Israël ne considère manifestement plus la bande de Gaza – ni sa population d'ailleurs – comme faisant partie intégrante de la Palestine. Toute tentative de construire une économie palestinienne cohérente et indépendante est refoulée. L'affaiblissement de l'économie, le blocus permanent et l'exclusion de Gaza en tant qu'acteur économique et politique normal et viable, vont bien au-delà des confins de la bande de Gaza et précarisent l'ensemble de l'économie palestinienne. Le développement socio-économique constitue – pour reprendre les termes de l'économiste Jusif Sayigh – un droit fondamental de la Palestine. Pour ce faire, les Palestinien·ne·s doivent pouvoir se libérer du joug de cette occupation qui dure depuis des décennies. L'abolition immédiate du bouclage est un pas nécessaire et urgent qui doit être entrepris dans cette direction.



Un Palestinien ramasse du matériel de recyclage, dans la déchetterie sur la côte de la ville de Gaza, 10.3.2017.
© Anne Paq

Zones tampons : les destructions

Entre les expulsions des colonies de la bande de Gaza en 2005 et en 2011 (opération Plomb durci comprise), les zones tampons ont subi les destructions suivantes : env. 20 km² de terrains agricoles comptant plus de 300 000 arbres fruitiers et similaires (dont 140 965 oliviers, 136 217 arbres à agrumes), représentant 11,3 km²; 305 sources d'eau; plus de 356 000 serres; 21 100 vergers; 377 bergeries; 197 élevages de volaille; 3 mosquées (entièrement détruites); 3 écoles; 6 usines et 1367 habitations (dont 996 ont été entièrement détruites) pour un total estimé à 308 millions de dollars (OHCHR).

Arab World

Arab World is watching and sleeping, but Arab World is not feeling
Being a distinguished guy is not, for them, satisfying
While I can surely be flying
O mankind, there is a war inside
Everybody, here, hides
There are a lot of fights
Children cannot live in safe nights
Due to the fights and the lack of lights
Life is too bitter, yet not getting anymore better
O mankind! can you hear me?
There is no self, health, and wealth
Still the world witnesses prejudice, differentiation, and discrimination
Did you know this piece of information?
Everybody, here, preferred immigration
For, there is no life, but unreal imagination
Our bodies are ferociously put in laceration
Because of the persecuting occupation
Whereas, Arabs are still silent; not having towards us a serious situation;
To have it in consideration for our nation,
yet having luxurious navigation.
Arab World is watching and sleeping, yet Arab World is not feeling
I can see this too much shame
Of the Arabs lame
For the shortage of their aim
In their principle, we are not the same
Our kids don't have to have their childlike game
Because Arab wants only to feel fame
O mankind, never can I even scream
What deprives me is their malicious scheme
Kind and warm they won't seem
For their minds are washed I deem
There won't be a hopeful gleam
As long as they are that way here
Arab World is watching and sleeping but Arab world is not feeling.

Bader Salem



Enfants à Shejaiya, un de quartiers les plus touchés par les opérations militaires israéliennes



Une fillette de quatre ans jouant avec son canard ; la maison de l'enfant a été détruite par des véhicules blindés israéliens en 2014. Photos : Intimaa Soudi

Vivre sous les drones

Vivre sous les drones ne menace pas seulement nos vies, mais nous inflige une tension nerveuse insupportable. Parfois, les drones ne quittent pas le ciel de Gaza pour de longues périodes, une semaine ou plus. C'est comme si on avait cette énorme mouche dans sa chambre, qui ne comprendrait pas que la vitre de la fenêtre l'empêche de sortir. Parfois, tu te mets à insulter le drone comme si c'était une de ces personnes qui te casse continuellement les pieds. Certains, comme mon père, qui ont l'ouïe très fine, passent de vraiment sales moments à supporter le vrombissement incessant de deux ou trois drones qui tournent autour de leur quartier. Ils seraient prêts à tout pour se débarrasser de ce son évoquant le bourdonnement d'une abeille qui les suit partout. Dans ces moments, réussir à dormir devient le besoin le plus impérieux, sous peine de perdre la raison, pour ce million et demi d'habitants essayant de supporter ce bourdonnement dans leurs oreilles. Pendant la dernière offensive sur Gaza, il a été à peu près impossible de dormir pendant toute une semaine. C'était nerveusement très éprouvant. Le vrombissement ininterrompu des drones était accompagné d'explosions soudaines qui pouvaient se produire toutes les cinq minutes. Quelquefois, plus de cinq explosions pouvaient te faire sursauter en moins d'une minute. Après sept jours de vols incessants de drones et de bombardements fracassants, de manque de sommeil et parfois de coupures d'électricité, tu as envie de fourrer ta tête sous des oreillers et des couvertures. Cela n'aide en rien. Crois-moi, j'ai essayé. Ton corps est vaincu par l'épuisement et

tu t'endors, mais tu es réveillé sans cesse par l'ébranlement des bombes, rappelant des tremblements de terre. [...]

Tout récemment, les drones ont été utilisés par Israël avec un nouvel objectif. Ils appellent cela des « attaques d'avertissement ». Un drone tire une ou deux roquettes sur une maison en l'endommageant partiellement puis on fixe un délai, généralement de trois à cinq minutes, aux habitant·e·s et au voisinage pour quitter la maison. Une roquette peut déchiqueter des corps et peut faire tomber les tuiles du toit sur les habitant·e·s logeant au-dessous. On ne saurait donc parler d'une attaque « d'avertissement ». Ensuite, trois minutes ne peuvent suffire pour que les habitant·e·s sortent pour sauver leur vie avant que la maison ne soit rasée. Dans de nombreux cas, le bâtiment qui est frappé au milieu de la nuit l'est par un avion militaire F16, alors que les habitant·e·s, très souvent des femmes et des enfants, sont en train d'en sortir. La famille Azzam à Al Zeitoun en est un exemple. Trois personnes, une jeune femme, un enfant et un homme, ont été tués dans cette attaque. Plus de trente civils, surtout des enfants et des femmes qui tentaient de s'échapper de leur demeure, ont été blessés par une bombe larguée quatre minutes après l'attaque par roquette. « Qu'est-ce qu'ils veulent de nous ? » demanda cette nuit-là une petite fille à l'hôpital.

*Rawan Yaghi est née et a été élevée dans la bande de Gaza. Aujourd'hui, elle vit et étudie à Oxford. L'extrait ci-dessus est tiré d'un essai publié en décembre 2012 en ligne sur Mondoweiss (mondoweiss.net/2012/livingunderdrones) et dans un recueil : «Remember Us». Elle écrit également pour le blog *We Resist* (<https://wresist.wordpress.com>)*



Mohammad al-Habbash avec les photos de sa fille Shaza et sa nièce Isra, toutes deux tuées par un missile lancé par un drone de l'armée israélienne, le 4.1.2009. © Human Rights Watch/Marc Garlasco

Évaluation en droit international

Bien qu'Israël ait retiré ses troupes de la bande de Gaza, toutes les instances compétentes de l'ONU, de même que la Croix Rouge, considèrent toujours cette région comme soumise à une occupation. En droit international humanitaire, l'occupation est définie par l'exercice d'un « contrôle effectif » sur un territoire étranger, généralement par des moyens militaires. En 2007, John Dugard, rapporteur spécial pour l'ONU sur les droits humains dans les territoires palestiniens occupés, écrivait qu'Israël maintenait son occupation de la bande de Gaza par les méthodes suivantes :

- Contrôle actif des six passages frontaliers par voie terrestre ;
- Contrôle par incursions militaires, par attaques de missiles, ainsi que par la proclamation de zones « No-go » à l'intérieur du territoire ;
- Contrôle total de l'espace aérien et des eaux côtières ;
- Contrôle du registre palestinien de la population, permettant donc de

déterminer qui est Palestinien·ne ou habitant·e de Gaza.

Le fait qu'il s'agisse d'une occupation n'est contesté que par Israël. Car en tant que puissance occupante, il lui incomberait des obligations bien précises dictées par le droit international, par exemple de garantir à la population un accès à des prestations sanitaires. En outre, ceci n'est prévu par la Quatrième Convention de Genève que comme une mesure temporaire. Nombre de spécialistes en droit international font dès lors remarquer qu'une occupation « permanente » se heurte à ce principe. Selon le Rapport Goldstone, élaboré sur mandat du Conseil des Droits Humains de l'ONU, Israël se livre à une répression collective par un blocus pratiquement total d'un territoire habité et à des attaques régulières sur celui-ci, lésant l'ensemble de la population. Le texte recommande de soumettre à une enquête judiciaire les menées israéliennes qui

détruisent les conditions de vie des Palestinien·ne·s et restreignent massivement leur liberté de circulation, ce qui pourrait être constitutif de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Pour plus d'information :

Gaza est-elle toujours occupée et pourquoi cela joue-t-il un rôle ? (En anglais) bit.ly/1nee8xu

Le siège et le blocus de Gaza (En anglais) bit.ly/2nDH3DJ

Résumé du Rapport Goldstone : résumé en français, bit.ly/2pbYMG2, rapport en anglais bit.ly/2nrGEF9

Shane Darcy, John Reynolds: An Enduring Occupation: The Status of the Gaza Strip from the Perspective of International Humanitarian Law.

Hermes 900 :

Les drones israéliens pour la Suisse

L'armée suisse achète six drones Hermes 900 à Israël et profite directement du développement d'une technologie d'armement liée à des atteintes au droit international. Les aéronefs sans équipage de ce type ont été développés par l'entreprise d'armement Elbit Systems et engagés pour la première fois pendant l'attaque sur la bande de Gaza en été 2014. L'armée de l'air israélienne parle d'un essai couronné de succès et vante ses Hermes 900 « testés au combat » avec le slogan : « Sharp Senses, Lethal Bite ».



Les drones Hermes 900 sont mis en avant par le fabricant israélien Elbit Sytems lors des foires aux armements.
Photo : Mirgolth, CC BY-SA 3.0

En savoir plus, apprendre, devenir actif ...

Mine de trouvailles pour infos et photos

Palestinian Centre for Human Rights: pchrgaza.org

Gaza Community Mental Health Programme: gcmhp.com

B'tselem: btselem.org

Gisha: gisha.org

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH/OCHA): unocha.org et

www.un.org/fr/humanitarian/overview/ocha.shtml

Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) : bdsmovement.net et bds-info.ch

We All Live in Gaza: www.we-gaza.com/about



Textes et photos dans lesquels se plonger et qui font réfléchir

Amira Hass: [Boire la mer à Gaza.](#)

Joe Saccho: [Palestine. Dans la bande de Gaza.](#)

Ahmed Masoud: [Vanished. The Mysterious Disappearance of Mustafa Ouda.](#)

Matt Beynon Rees: [Une tombe à Gaza. Une enquête d'Omar Youssef.](#)

Atef Abu Saif: [The drone eats with me. Journal sur la guerre de Gaza.](#)

Helga Tawil-Souri, Dina Matar: [Gaza as Metaphor.](#)

Sara Roy: [Hamis and Civil Society in Gaza](#)

Norman G. Finkelstein: [Method and Madness. The hidden story of Israel's assaults on Gaza.](#)

Walid Khalidi: [Before their Diaspora. A Photographic History of The Palestinians 1876–1948.](#)

Ilan Pappé : [Le nettoyage ethnique de la Palestine.](#)

Baruch Kimmerling : [Politicide. Les guerres d'Ariel Shron contre les Palestiniens.](#)

Reporter sans frontières : [Gaza, le livre noir.](#)

Laila El-Haddad et Maggie Schmitt : [The Gaza kitchen.](#)

Films à voir et à discuter

Gaza in Context

gazaincontext.com/film

Closed Zone (film animé, 2009)

youtu.be/Hzqw7oBZT8k

Crime & Punishment in the Gaza Strip (reportage, 2011)

youtu.be/RWJFC98jPrQ

Move Like a Cat (documentaire, 2017)

youtu.be/W-gOmRaVgt4

Where Should the Birds Fly (documentaire, 2012)

Trailer: youtu.be/iYEIWGKHYgY

Sara (long métrage, 2014)

Trailer: https://youtu.be/mCJwcvF_mn4

Habibi (long métrage, 2011)

Trailer: <https://youtu.be/pTEenneD1dZY>

Manshar Ghaseelo (film animé au sujet du sexisme)

Trailer: <https://youtu.be/tNDSbuw65Ms>

To Shoot an Elephant (documentaire, 2009)

www.youtube.com/watch?v=Y5XWfd2ltqE

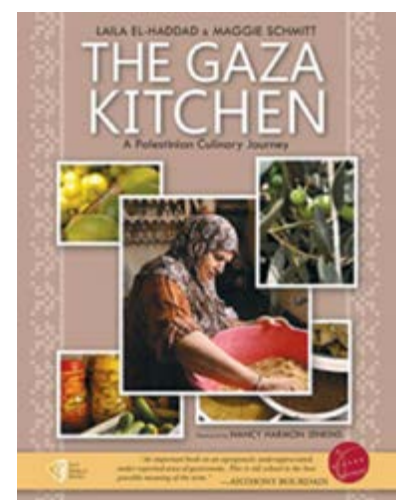
Tears of Gaza (documentaire 2010)

www.documentarytube.com/videos/tears-of-gaza

Steal this Hijab: bit.ly/2mprtPL

Gaza Surf Club

www.youtube.com/watch?v=qonly9By1aQ



We teach life, Sir.

Today, my body was a TV'd massacre.
Today, my body was a TV'd massacre that had to fit into sound-bites and word limits.
Today, my body was a TV'd massacre that had to fit into sound-bites and word limits filled enough with statistics to counter measured response.
And I perfected my English and I learned my UN resolutions.
But still, he asked me, Ms. Ziadah, don't you think that everything would be resolved if you would just stop teaching so much hatred to your children?
Pause.
I look inside of me for strength to be patient but patience is not at the tip of my tongue as the bombs drop over Gaza.
Patience has just escaped me.
Pause. Smile.
We teach life, sir.
Rafeef, remember to smile.
Pause.
We teach life, sir.
We Palestinians teach life after they have occupied the last sky.
We teach life after they have built their settlements and apartheid walls, after the last skies.
We teach life, sir.
But today, my body was a TV'd massacre made to fit into sound-bites and word limits.
And just give us a story, a human story.
You see, this is not political.
We just want to tell people about you and your people so give us a human story.
Don't mention that word "apartheid" and "occupation".
This is not political.
You have to help me as a journalist to help you tell your story which is not a political story.
Today, my body was a TV'd massacre.
How about you give us a story of a woman in Gaza who needs medication?
How about you?
Do you have enough bone-broken limbs to cover the sun?



Marché de légumes dans la ville de Gaza. Une partie des légumes provient d'Israël, mais ... Photo : Verena Roth

Hand me over your dead and give me the list of their names in one thousand two hundred word limits.
Today, my body was a TV'd massacre that had to fit into sound-bites and word limits and move those that are desensitized to terrorist blood.
But they felt sorry.
They felt sorry for the cattle over Gaza.
So, I give them UN resolutions and statistics and we condemn and we deplore and we reject.
And these are not two equal sides: occupier and occupied.
And a hundred dead, two hundred dead, and a thousand dead.
And between that, war crime and massacre, I vent out words and smile "not exotic", "not terrorist".
And I recount, I recount a hundred dead, a thousand dead.
Is anyone out there?
Will anyone listen?
I wish I could wail over their bodies.
I wish I could just run barefoot in every refugee camp and hold every child, cover their ears so they wouldn't have to hear the sound of bombing for the rest of their life the way I do.
Today, my body was a TV'd massacre
And let me just tell you, there's nothing your UN resolutions have ever done about this.
And no sound-bite, no sound-bite I come up with, no matter how good my English gets, no sound-bite, no sound-bite, no sound-bite will bring them back to life.
No sound-bite will fix this.
We teach life, sir.
We teach life, sir.
We Palestinians wake up every morning to teach the rest of the world life, sir.

Rafeef Ziadah

*Poétesse et activiste pour les droits humains palestinienne-canadienne. Son premier CD HADEEL, voir <http://www.rafeefziadah.net/hadeel/>;
We teach life, voir <http://bit.ly/1voSFey>*

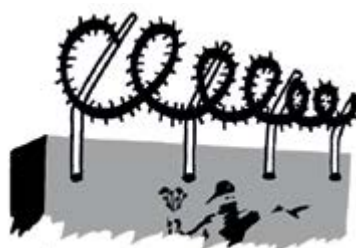


Coucher de soleil dans le camp Shati, Gaza, Palestine. Photo : Intimaa Scoudi

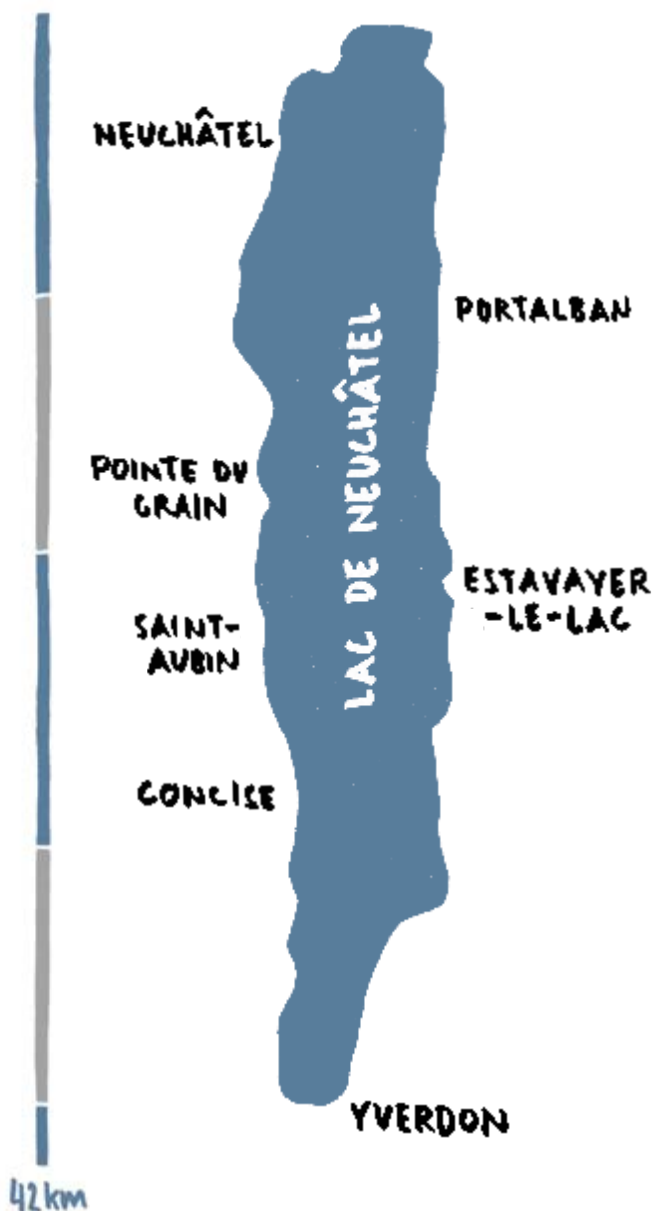
IMAGINEZ...



Vous vous réjouissiez de manger un bon filet de perches ce soir... Mais vous devrez vous contenter d'un bol de riz fourni par les associations caritatives, car le pêcheur a été blessé par les tirs de la Marine, puis arrêté.



... votre sœur bien aimée est tombée malade, vous voudriez tant aller lui rendre visite. Mais elle habite à Yverdon, et pour s'y rendre il faudrait franchir un mur militairement et impitoyablement défendu.



... pour soigner vos migraines récurrentes, vous devriez boire beaucoup d'eau. Mais l'eau minérale, importée, est hors de prix, et l'eau du robinet n'est pas potable.

... vous pourriez bien la faire bouillir pour la rendre propre à la consommation, mais là encore, vous devez renoncer, car la bouteille de gaz est vide et que, à cause du blocus, il vous est impossible de vous en procurer une autre.



... votre famille vit depuis 70 ans au centre de Genève, dans un camp de réfugiés qui est maintenant presque aussi grand que Lausanne.



... à la fin d'une longue journée, vous vous réjouissez de voir un bon film policier à la télévision. Mais au moment de découvrir enfin qui était le coupable, plus de courant.



... enfin, les pluies tant attendues arrivent, les rues sont transformées en cloaques boueux, mais vos bottes en caoutchouc sont pleines de trous.

HISTOIRE DE BROSSER UN TABLEAU DE LA SITUATION... MAIS ON EST ENCORE BIEN LOIN DE LA RÉALITÉ!